

SA FRONTIÈRE

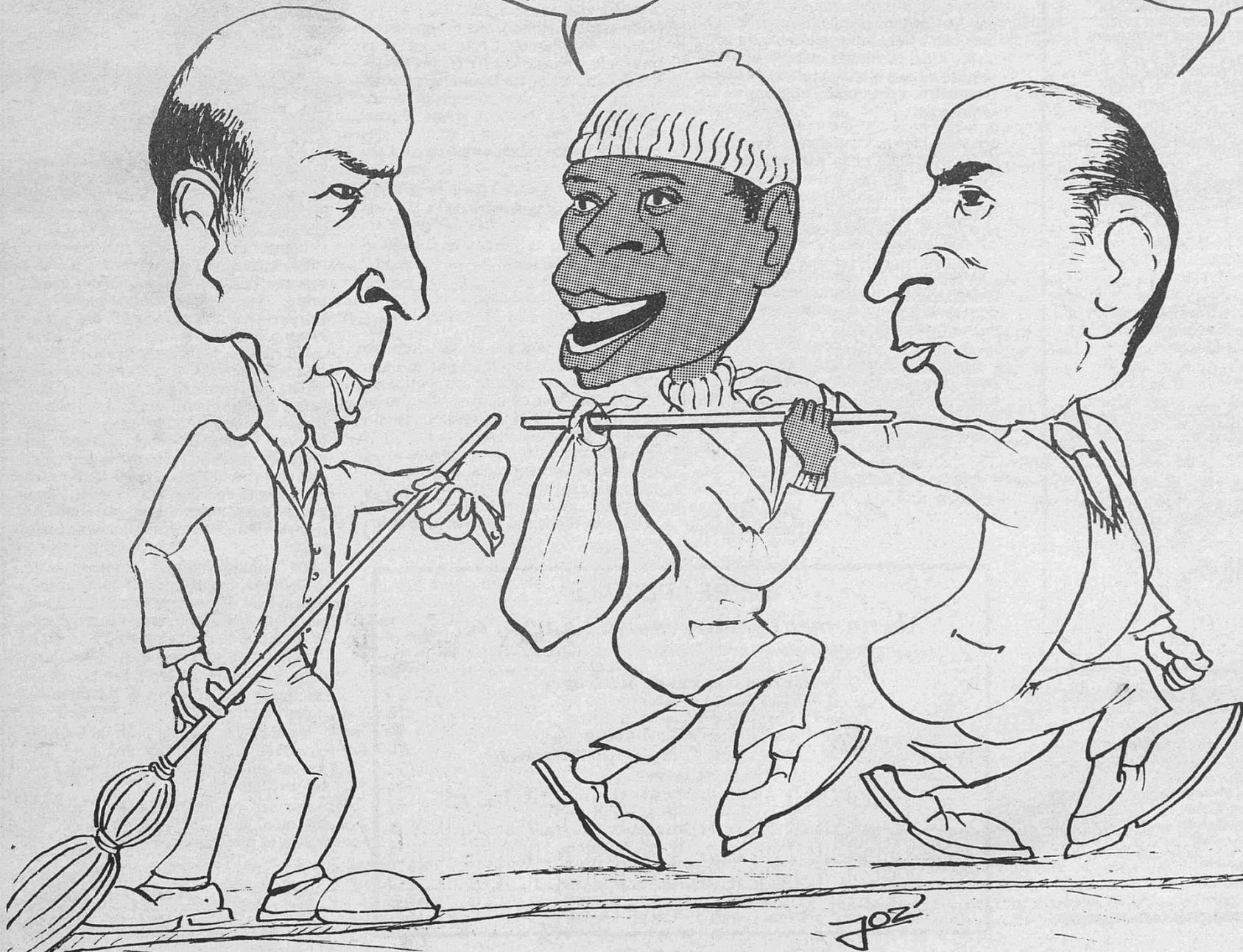
Semaine du 9 au 15 mai 1981 N° 23 6,00 F

Maroc 4,40 DH— Tunisie 400 M.

ALORS ADIEU?

DIS DONC
TU NE ME RECON-
NAIS PAS?...IL Y A
7 ANS, ON A PRIS LE
PETIT DÉJEUNER
ENSEMBLE...

ATTENDS...
PEUT-ÊTRE
QU'ON LE PREN-
DRA ENSEM-
BLE...?



JOZ

LYON: l'amertume

A Djamel

Toute la tendresse du monde ne tuera jamais la connerie.

Nous le savons et c'est peut-être ce qui nous sauve.

J'ai lu ta lettre et je suis bouleversé. Nous avons voulu, et il faut le savoir, ce journal comme un acte de tendresse.

Ce journal sert avant tout à se ta-

per sur l'épaule.

Nous t'aimons, et peut-être, jamais nous ne saurons nous faire pardonner de t'avoir laissé mourir.

Les mots sont inutiles. Il faut souhaiter que tous, nous sachions nous battre et être à la hauteur de ton acte.

Hamoud Khali

Lettre d'un taulard

Hier, gibier de colonie, aujourd'hui, objet de consommation,

Demain, tête de turc, l'immigré reste le « kleenex » de M'sieur. Dames, fabriquons Français !

Responsable de tout et surtout :

- du chômage qui bafoue notre rai-
ron d'être,

- du terrorisme qui viole nos commis-
saires en économie,

- de l'herbe qui rend folle,

- de l'urticaire de Georges Marchais et du bulldozer qui a dérapé, l'immigré délinquant notoire divaguant d'un bistrot à l'autre à la recherche d'un frisson bien d'chez nous ne méritent pas les faveurs particulières de la police ; en effet, interpellé chaque soir, usant ainsi la force publique et l'hospitalité de nos quatre étoiles, ils transforment nos prisons en maisons de tolérance ...

Est-ce bien raisonnable ? Alors que notre économie et la patience de nos agents sont en perte de vitesse, alors que l'Idée Nucléaire fixe toute notre énergie ... Au regard éclairé, finalement une solution s'impose : ELIMINER

Il faut éliminer ! Maître, mot élégant du Serpent Communiste, seul avec : *expulsion* à pouvoir préserver le seuil de la France propre.

Ainsi, nos concitoyens ne travailleront plus comme des Arabes et en toute quiétude, la jeunesse saine du pays s'abreuvra aux sources du Beaujolais nouveau !

A la tienne Marcel !

Jean Michel
Un inuit bleu



Le vrai vivant

Salue bien Taleb-Hadjaj et tous les autres, n'oublie pas Armelle, dis-lui que son « apologie de la Médiocrité » s'é-

paissit toutes les 8640 secondes par jour. Moi, je suis trop lâche pour prendre ta route, alors je vis en « intérieur

et m'invente des « responsabilités ».

Tu as opté pour la seule, véritable, définitive immigration !

Et tu as raison.

A une de ces nuits.

Kheira Amour-Toujours

Un kleenex ?

jours regagner son « trou », sans avoir rien découvert ... sans vivre ...

Par *Sans Frontière*, j'ai eu quelques informations sur quelques problèmes et conflits que je ressens profondément ... Ah ! Elle est belle notre civilisation avancée !

Racisme, profit, exploitation, ça remplacerait admirablement ces inepties gravées partout : « Liberté, Egalité, Fraternité » ! Tout est à refaire, tout est à casser, il n'y a rien à conserver ! Si Djamel a « démissionné » en se donnant la mort : où est la lâcheté dont certains qualifient ce geste ? Il l'a trouvée moins lâche que de mourir d'une rafale de mitraillette au coin d'une rue. Sa mort est le message d'une révolte qui s'ouvre sur l'espoir. Charognards, profiteurs, fossoyeurs, votre stratégie est parfaite. J'imagine déjà vos réflexions : « un de moins à payer pour qu'il rentre chez lui ». Bravo ! Vous en êtes arrivés à « faire-suicider » un de nos frères immigrés ! Quelle belle époque ! On va sur la lune, bientôt, pendant que l'on crie « allez les verts » devant son poste de télé. La mort de Djamel, que je ne connaissais pas, m'a beaucoup touchée. Il m'est venu plein de choses à l'esprit, l'envie de me venger aussi, car c'est un meurtre ! J'ai même chialé comme un gosse.

En même temps, comparaisait Jean-Marc, pour une vitrine cassée, histoire de démontrer que le racisme, ça existe aussi en France (Terre d'asile : défense de rire).

Paf ! Julio et lui : 5 ans, dont deux avec sursis ! Hé ! Encore deux immigrés qui aspirent à destabiliser notre belle démocratie !

Décidément, avoir la peau de couleur, ça coûte plus cher en peine de prison et en munitions qu'en indemnités de chômage !

Sur ces quelques réflexions, à bientôt mon ami, l'homme du soleil, du mythe et des origines perdues ...

Un « inuit bleu »
Jean-Pierre Jacquet
N° 200675 II 34

42 rue de la Santé - Paris 75014



HORIZONTALEMENT

1. Pas hostile aux étrangers ;
2. Pierres précieuses ;
3. Africains ;
4. Glouton-Palpe ;
5. Prairie-Ville française ;
6. Doute ;
7. Métal-Patrie d'Abraham - Habileté ;
8. Théologien musulman ;
9. Fleuve d'Irlande-Pays d'Asie.

VERTICALEMENT

1. Hostile aux étrangers ;
2. changer de climat ;
3. Noirs-seul ;
4. Lisière-Myriapode ;
5. Indique le lieu-Point chaud ;
6. Mollusque-Note ;
7. Parfait-Rivière suisse ;
8. Manque de célérité ;
9. Crochets-Manière.

Solution grille n° 11

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1	H	E	I	M	A	T	L	O	S
2	A	L	G	E	R	I	S	E	
3	R	E	U	S	S	I	T	E	S
4	M	U	E		O	D	E	R	
5	A	S	S	E	N	E	R		G
6	T	I		O	V	E		F	A
7	T	S	A	N	A		R	I	F
8	A		M		L	I	O	N	S
9	N	A	I	F	E	D	E	A	

Siège social : 35 rue Stephenson, 75018 Paris
Tél. : 606 15 68

Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin
75003 Paris. Tél. : 278 44 78

Fondateur de l'Association
« Editions Sans Frontière » :
Louis Gallimardet

Directeur de publication : Khali Hammoud
C.C.P. : 420900 F Paris

Commission paritaire N 61715
Diffusion N.M.P.P.

Imprimerie Voltaire-Roto, 93 Montreuil.

OFFRE SPECIALE

Abonnements maintenus à l'ancien tarif

À l'ordre de « Sans Frontière », 35 rue Stephenson, 75018 Paris - C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

Abonnement Réabonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

vers une société inter-culturelle

par Michel Lefranc
et Manuel Vaz Dias *

A quelques jours d'un choix décisif des électeurs français, concernant les années à venir, il est important de s'interroger sur la situation actuelle des immigrés et les enjeux pour l'avenir.

La France a toujours été depuis 1850 un pays d'immigration. A cause de cela et du fait de la diversité des cultures et des langues régionales qui sont réunies à l'intérieur de l'hexagone, nous sommes de fait une société multi-culturelle, multiraciale et multi-linguistique.

Selon notre manière de réagir, cela peut être une grande richesse malgré les conflits ou au contraire une source de division et d'injustices et là se situe un choix extrêmement important.

La société française est une société **multiculturelle**. En effet, plus de 10 millions de personnes résidant en France sont soit étrangères, soit d'origine étrangère. Parmi elles, les immigrés, les réfugiés politiques, les Français des D.O.M.-T.O.M. travaillant en métropole, les enfants d'immigrés ou les Français ayant un ascendant direct étranger, représentant une personne sur cinq. Les quatre autres sont alsaciennes, bretonnes, corses, occitanes, basques ou issues d'une minorité nationale.

Surtout les enfants d'immigrés, les jeunes, sans racines, cherchent à se créer une culture de référence qui leur permet de trouver leur identité dans l'univers de béton des grandes cités ouvrières : jeans, blousons de cuir, cheveux longs, « rock against racism » pièces de théâtre telles « *Mohamed Travolta* », etc...

Voilà la diversité ethnique et culturelle de notre société actuellement. Nous sommes tous différents, chacun avec nos particularités, notre mode d'expression et notre identité spécifique. Ce serait plus facile si nous sortions tous du même moule, mais ce serait une erreur de gommer ces différences par la répression et l'intolérance et du même coup baillonner et plonger dans l'insécurité la majorité d'entre nous parce que nous ne sommes pas dans la « norme ».

C'est pourquoi la F.A.S.T.I. a fait un choix de lutter pour que les immigrés puissent vivre et s'exprimer dans leur propre culture. Pour qu'un dialogue entre toutes ces cultures puisse s'instaurer. En effet, la différence doit être vécue comme une richesse collective et non comme un obstacle ou un poids que ceux qui sont différents dans notre société doivent supporter. Cela suppose que chaque groupe ethnique et culturel soit reconnu et qu'il puisse fonctionner d'une manière autonome, sans être inquiété. Car pour qu'il y ait dialogue et partage des richesses culturelles, il ne faut pas que certaines cultures soient niées ou réprimées

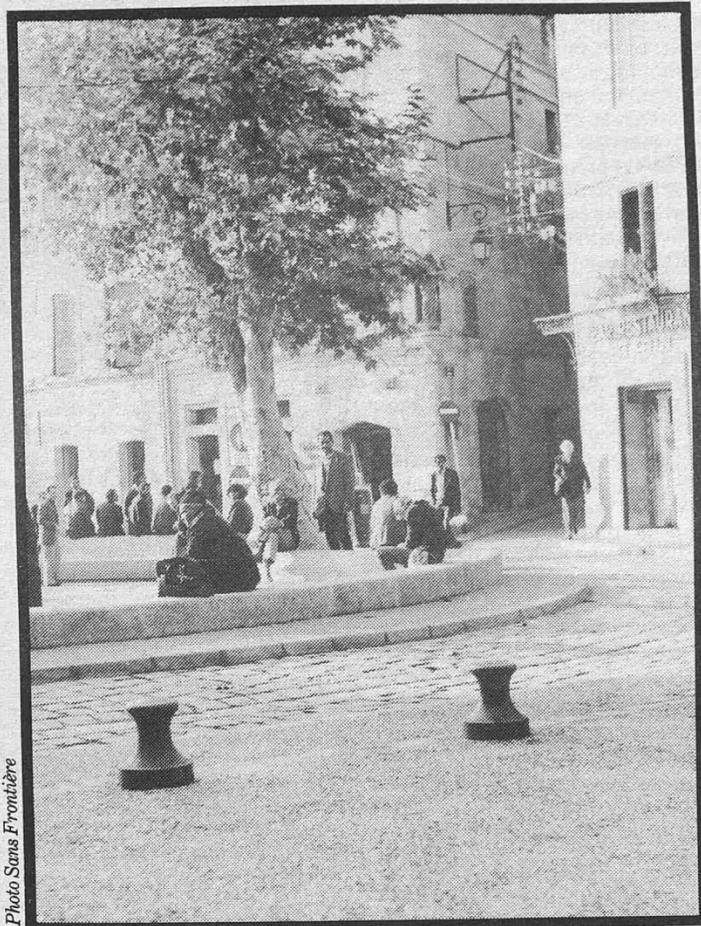


Photo Sans Frontière

au profit de la supériorité supposée d'une seule des cultures présentes.

Cela suppose aussi de donner une importance toute particulière à la formation à la vie collective d'une part, et à la promotion collective d'autre part, dans toutes ses dimensions : sociales, économiques, culturelles et politiques.

Cette démarche est le seul moyen de permettre l'insertion des minorités dans la société française. Une insertion qui passe par le respect et la mise en valeur de l'identité de chacun. Une insertion qui pourra alors seulement, car ce n'est pas le cas maintenant, permettre le libre choix des immigrés de rester en France ou de retourner dans leur pays,

Nous avons employé le mot « *lutter* » pour cette société de dialogue et de partage inter-culturel car, durant le septennat qui se termine, c'est effectivement un combat que les A.S.T.I. ont été amenées à livrer, et un combat inégal contre la politique d'intolérance, de répression, de rejet des minorités et de discrimination dictée par Giscard d'Estaing.

Rappelons quelques aspects, les plus odieux de cette politique que nous ne voulons pas voir reconduite :

— L'application stricte du décret de 1939 réduit considérablement le droit d'expression aux immigrés à travers le fonctionnement en association qui est limité et contrôlé par la police.

— La loi Bonnet et les autres projets de lois racistes (in-

titulés Stoléro, d'Ornano) contre lesquels les Eglises se sont nettement prononcées (voir « *La raison de notre refus* »...) de même que les syndicats et tout le secteur associatif, visent à mettre les immigrés en situation de « *non-droit* ».

— Ces projets de lois qui n'ont pas été discutés et votés par le Parlement en raison de l'hostilité de l'opinion publique, sont néanmoins appliqués par l'ordre des ministres (Barre, Bonnet, Stoléro) sous forme de circulaires, de lettres, voire de télégrammes. Ces textes sont les plus souvent illégaux parce que contraires à la Constitution de la V^e République et ont fait l'objet de recours devant le Conseil d'Etat.

— Ces fonctionnements administratifs souvent inconnus au grand public et des intérêts eux-mêmes, ont pour conséquence depuis plus d'un an le blocage complet de l'entrée des familles de travailleurs immigrés qui ne peuvent donc plus espérer avoir une vie de famille, la mise en situation de sans-papiers d'un grand nombre d'immigrés travaillant régulièrement en France depuis plus de dix ans, l'emprisonnement de certains d'entre eux et d'une manière générale la situation d'insécurité à laquelle ils sont condamnés à vivre,

— Pour les jeunes, la situation est dramatique. La grève de la faim du Père Delorme, du Pasteur Costil et d'un jeune immigré à Lyon a contribué à lever le voile sur leur désarroi et à leur donner la parole. Stoléro, lui-même, avouait l'échec de la politique gouver-

nementale vis-à-vis des jeunes immigrés en ces termes :

« *Nous constatons que nous créons des marginaux qui n'arrivent pas à s'intégrer dans notre société et qui seraient plus facilement assimilables dans leurs pays d'origine* ».

Le gouvernement cherche donc à supprimer le problème au lieu d'y apporter une solution. Il expulse à tour de bras les enfants d'immigrés. C'est contre cette pratique qu'a eu lieu cette grève de la faim à Lyon largement soutenue dans le reste de la France. Or ce bannissement ne résoud rien, puisque, indépendamment du traumatisme psychologique et affectif que subissent les jeunes expulsés, ceux-ci n'ont d'autre solution que de revenir clandestinement en France, ce qui est le cas de 90% d'entre eux.

Il est de fait utopique de penser que des jeunes gens nés et ayant grandi en France pourraient s'insérer dans un autre pays que la France.

— Au niveau international aussi, la politique du gouvernement français, par le pillage des matières premières des pays du Tiers-Monde, le commerce des armes (la France est le troisième fournisseur mondial) a contribué à l'appauvrissement des peuples du Tiers-Monde et par voie de conséquence au développement de la migration forcée des paysans du Tiers-Monde et à l'impossibilité de retour des immigrés.

Il serait trop long de continuer de manière complète le bilan catastrophique, sur le plan humain, de la politique du septennat qui se termine.

Nous n'insistons pas non plus sur l'aggravation de la politique du candidat Giscard, qu'il a promis au cours de la campagne électorale comme le départ de 250 000 immigrés en quatre ans ou la suppression des droits sociaux aux immigrés chômeurs.

Soulignons simplement que l'épanouissement des cultures, le respect des différences, la reconnaissance de l'identité de tous ne peuvent se développer si dans le même temps les immigrés sont volontairement

maintenus dans des situations précaires et répressives.

La prise en considération des différentes richesses culturelles pour une véritable cohabitation entre Français et immigrés exige des moyens maté-

riels financiers et humains, une volonté politique et la mise en cause des structures et des mentalités pour construire la nouvelle société inter-culturelle pour laquelle nous luttons, qui doit reconnaître les immigrés comme fait collectif.

Cela exige une démocratisation et une décentralisation de la société française.

Ce que nous espérons donc, c'est un changement de politique global qui prenne en compte les aspirations des travailleurs immigrés.

Par conséquent, nous considérons que l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République amènera les conditions indispensables au changement de politique que nous espérons.

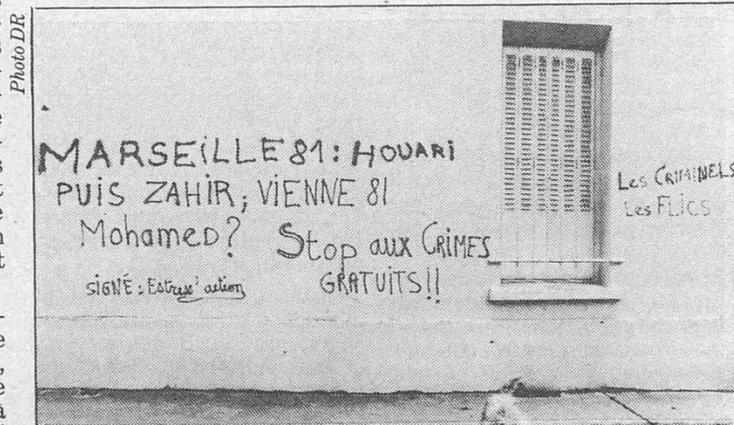
Vu ce choix devant lequel nous nous trouvons, nous appelons donc à voter F. Mitterrand dont le programme et les déclarations sont plus favorables aux immigrés avec lesquels nous sommes solidaires.

Mais nous devons non seulement favoriser le départ de Giscard et de son équipe, mais aussi nous préparer à rester mobilisés pour obtenir l'application des mesures qui permettent l'insertion de toutes les minorités et à chacun d'être accepté en France tel qu'il est avec son identité et ses différences.

La F.A.S.T.I., Mouvement des 150 Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (A.S.T.I.) qui dans toute la France regroupent des militants français et immigrés qui luttent pour de meilleures conditions d'accueil des immigrés défendent leurs droits et obtiennent l'égalité des droits entre immigrés et français.

Paris, le 5 mai 1981

(*) Respectivement président et membre du Bureau National de la F.A.S.T.I.



Ces inscriptions ont fleuri au mois de mars dans le quartier d'Estressin-Nord à Vienne. Mais ne correspondant pas à l'esthétique municipale, elles ont disparu huit jours plus tard, faisant place aux affiches électorales tricolores, inodores et sans saveur.

Un gréviste hospitalisé

Quinzième journée de la grève de la faim pour les 21 immigrés de Massy. La rafle policière du 3 février 1981, c'était bien plus que ne pouvaient supporter les résidents du foyer Sonacotra rue Ampère à Massy. Au petit matin, 68 arrestations, suivies de trois expulsions immédiates, devait déterminer 21 d'entre eux à faire une grève de la faim illimitée.

De nombreuses et longues marches infructueuses, des élus de gauche, des organisations syndicales, politiques, humanitaires et religieuses de la région n'ont pas empêché la décision de refolement des 65 travailleurs.

Maintenant, ils sont 21 allongés sur leur lit de camp à l'église St-Paul. Une affichette au-dessus de leur lit rappelle comme un leit-motiv qu'ils travaillent depuis plusieurs années, qu'ils en ont assez du travail clandestin, qu'ils voudraient pouvoir nourrir leur famille sans risque d'expulsion.

Ce qu'ils réclament ? Une carte de séjour. Une carte de travail. Les sept kilos qu'ils ont perdu lors de ces longues journées, leur affaiblissement général n'ont pas entamé d'un pouce leur détermination et leur excellent moral.

Il est vrai que le soutien ne leur fait pas défaut. Nombreux sont les gens qui peuvent les encourager ; leur apporter des messages de soutien, des pétitions, un concours financier. Dès le début, 24 organisations ont formé un collectif, qui depuis quinze jours essaie de briser le mur du silence qui entoure l'action des grévistes de la faim.

Egalement plusieurs dizaines de médecins, infirmiers et infirmières ne comptent par leur temps matin et soir à l'église St-Paul. Un examen complet, un médicament prescrit, mais aussi un mot, une phrase, un sourire ne valent-ils pas un long discours. Le comité de négociations formé de l'U.D.-C.F.D.T., de l'U.D.-F.O., de la Ligue des Droits de l'Homme, le maire de Massy, la conseillère générale Mme Lieneman, après ces quinze longues journées restent cependant confiants sur le déroulement à venir des négociations. « Les portes sont ouvertes ».

En effet, il n'est pas possible que le préfet ne réponde pas rapidement et d'une façon positive aux justes revendications des grévistes de la faim. Mohamed, les traits marqués par tant de jeûne, mais souriant, ne nous répète-t-il pas souvent qu'il est confiant, qu'il ne doute pas du soutien que peuvent lui apporter les autres travailleurs comme lui ?

Au quinzième jour de la grève de la faim, nous trouvons dans l'obligation d'hospitaliser un des grévistes de la faim qui présente des troubles de conscience, en rapport avec des désordres métaboliques. Il a été dirigé sur l'hôpital de Longjumeau. Toutefois, il a refusé les soins, et on peut craindre une aggravation de son état dans les heures qui viennent.

Dr Carlier

Expulsé pour « incorrection » !

Grenoble : mobilisation des jeunes immigrés et Français contre l'expulsion de Malek, un jeune Algérien de 23 ans, actuellement en prison à la maison d'arrêt de Varcès (Isère). Il est menacé d'expulsion à sa sortie de prison, qui est prévue pour le 5 juin 1981. Ses camarades et amis du quartier Ville-neuve Echirrolles, qui se sont constitués en comité de soutien n'entendent pas se laisser faire. Avec l'aide d'autres organisations politiques, syndicales et culturelles, ils ont organisé mardi 20 mars une conférence de presse pour dénoncer la mesure qui frappe Malek.

Malek est arrivé en France avec ses parents à l'âge de 2 ans. Il a fait toutes ses études dans la région. Son père travaille comme peintre dans une grande entreprise de la région. Après le C.E.T., il a suivi plusieurs stages et rentre dans la vie active, faisant plusieurs



boulots. En 1978, il fait une demande de naturalisation, qui lui est refusée. On lui reprochera des erreurs de jeunesse, bref tout ce qui fait le lot quotidien de milliers de jeunes immigrés dans les cités : bagarres, vols à la tire, etc...

Pour un accident de voiture, le préfet de l'Isère ordonne une suspension de permis pour six mois. Avril 1978, il fait un autre accident de voiture. Cette fois-ci, c'est le tribunal qui tranche : deux ans de suspension du permis et trois mois de prison avec sursis. En décembre 1978, le tribunal de Grenoble le condamne à dix jours de prison pour violences légères. Il se présentera de lui-même pour purger sa peine à la prison.

En décembre 1979, rentrant d'un voyage en Allemagne, il se voit refuser l'entrée en France. L'inspecteur des frontières lui retire même sa carte de résidence et lui présente un arrêté

d'expulsion, en date du 5 juin 1979.

Ni sa femme, ni sa mère n'ont été prévenues. Il a fallu qu'il les prévienne lui-même de Tunis, où il s'est réfugié. Depuis, il est rentré clandestinement en France pour déposer un recours au tribunal administratif. En mai 1981, la police l'arrête. Il est enfermé à la prison de Varcès afin de purger sa peine de trois mois avant d'être expulsé en Algérie.

Le préfet lui reproche les délits qu'il a commis dans sa jeunesse ainsi que « son comportement désinvolte et son attitude frisant l'incorrection ». Cette déclaration a du reste étonné les différents membres de la commission d'expulsion qui a siégé dans les locaux de la police, alors qu'elle siège d'habitude à la préfecture. Les jeunes Français du comité l'ont bien compris : « Lorsque nous, jeunes Français, nous entravons la loi, nous ne sommes punis qu'une fois. Pourquoi nos amis, parce qu'ils sont immigrés, devraient-ils subir une triple peine : la prison, l'expulsion et l'exil ? »

Face à la décision du ministre de l'Intérieur de suspendre les expulsions des jeunes durant trois mois, les jeunes immigrés de Grenoble constatent que c'est toujours le ministre qui garde le droit de décider et qu'il décidera.

Par ailleurs, cette décision ne concerne-t-elle que les expulsions à venir ? Ou bien prend-elle en charge les expulsions, qui, comme celle de Malek, datent du mois de juin dernier ?

Hammoudi

écrivain, André Puig, écrivain, Martine et Yves Roucautes, Institut Gramsci, Jean-Jacques de Félice, avocat, Irène Terrel, avocate, Dorothee et Georges Casalis, Jean-François Lyotard, Jean-Pierre Faye, écrivain, Robert Devazies, Pierre Bercis, Club des droits socialistes de l'Homme, Daniel Guérin, Jean Chesnaux, historien, Pauline Cherki, Pierre Halbwachs, Jean Cardonnel, Jean-Pierre Chabrol, Pierre Samuel, prof à la faculté d'Orsay, Pierre Clément, maître assistant à Lyon I, Hypolyte Amory, prof à Vincennes St-Denis, Michel Detot, C.F.D.T., Gérard Desbois et Paul Oriol, responsables de la commission nationale P.S.U. pour les immigrés, Michel Fontaine, professeur à l'école Vétérinaire de Lyon, Guy Peretti, C.F.D.T., Evelyne Debarb, maître-assistante à Lyon, Théodore Monod, Jannet Colembel, enseignante.

Un référendum pour le droit de vote

Nous avons réfléchi avant de publier ce texte au moment où la lutte urgente et dramatique contre les expulsions mobilise toutes les énergies. Finalement, il nous semble judicieux de lancer, en cette période électorale, un débat sur les droits civiques des immigrés, dont le droit de vote pourrait être le premier pas, mais pas le seul. Ce débat concerne, à notre sens, tous les habitants de ce pays quelle que soit la couleur de leur carte d'identité.

LE DROIT DE VOTE ?

Demande de référendum à l'initiative des citoyens (*),

Les cent mille électrices et électeurs soussignés demandent l'organisation d'un référendum sur la question suivante :

« Approuvez-vous l'extension du droit de vote aux étrangers résidant en France selon les modalités définies dans le texte accompagnant cette question ? »

La liste des signatures sera adressée avec la demande de référendum à la Présidence de la République, aux bureaux des Assemblées et de l'Assemblée Européenne, au Premier ministre et au Conseil d'Etat.

PROJET DE TEXTE :

1 — Exposé des motifs :

La France est une société plurielle, marquée dans son histoire par la diversité des régions, la succession des migrations qui l'ont peuplée, et la multiplicité des cultures qu'elle veut refléter : plurielle aussi dans nos existences quotidiennes, dans la rue, dans le métro, les boutiques, au travail, au bistrot, au spectacle.

L'unanimité anti-raciste après Copernic, le bulldozer de Vitry, les lois Bonnet-Stolérus et les expulsions qu'elles « légalisent » sont autant de réactions à la pluralité de la société française, qui montrent à quels excès ou à quels actes mènent l'absence de procédure pour régler les conflits nés de cette situation.

Mais ils indiquent aussi que l'intégration de nouveaux apports n'est admise que dans une assimilation destructrice de ce qu'ils peuvent amener de spécifiquement enrichissant. La procédure de naturalisation, chaque jour plus difficile, offre la seule porte à l'intégration et le meilleur exemple de cette volonté assimilatrice.

Nous voulons développer les instruments d'une intégration à la société française qui permettent à chacun d'exprimer ses traditions, son enracinement et sa culture propres, nés au contact d'autres peuples.

La possibilité d'élire et d'être élu au niveau municipal, comme c'est déjà en partie acquis aux élections professionnelles, sera un premier pas dans cette direction : s'exprimer, agir, prendre ses responsabilités là où on vit et là où on travaille.

2 — Proposition de loi :

Les points essentiels autour desquels devrait s'organiser le texte de la loi :

— Tout étranger (travailleur, réfugié, etc...)

— Installé en France depuis au moins un an et y ayant effectivement résidé pendant au moins six mois

— Devient électeur et éligible dans des conditions identiques à celles prévues pour les citoyens français

— Pour les élections municipales dans la commune où il réside.

Adresser les signatures : Référendum C/O Crise, 19 bis, rue de Cotte 75002 Paris

(* Cette procédure, qui n'est pas prévue actuellement par la constitution française, est en vigueur dans plusieurs pays européens (Suisse, Italie, etc.) et réclamée en France par plusieurs partis.

Michel Crépeau, candidat à l'élection présidentielle, Brice Lalonde, candidat à l'élection présidentielle, Huguette Bouchardeau, candidate à l'élection présidentielle, Albine de Boisrouvray, Général de Bollardière, Suzanne de Bollardière, Alain Bombard, Jean Carpentier, médecin, Jacques Chatagner, directeur de « La Lettre », Charles Condamines, Michèle et Serge Karsenty, Jacques Colombel, Professeur Théodore Monod de l'Institut, Gilles Perrault,

Une commission d'enquête sur les expulsions

Pendant que s'organisent les derniers préparatifs à l'occasion du 8 mai, fête de Jeanne d'Arc, à Orléans. Dimanche matin 3 mai, après une conférence de presse organisée par le Comité Solidarité Immigrés, Mme Berradoue dont le mari a été expulsé, via le Maroc, son pays d'origine, en compagnie de deux mères de famille françaises, Paulette Baudrier et Mireille Retel, ont entamé une grève de la faim pour protester contre l'arrêté d'expulsion de M. Berradoue et mobiliser l'opinion publique sur les 56 autres expulsés du foyer de la Mouchetière, durant le mois d'avril dernier (cf, *Sans Frontière* 2-9 mai 1981). Ces trois femmes, soutenues par de nombreuses organisations, ainsi que toute la population du quartier des Salmoneries, sont installées au foyer paroissial St Dominique de St Jean de la Ruelle. Elles seront ensuite relayées dès mercredi par un autre groupe solidaire, de trois femmes et deux hommes. Une grève de la faim relais, dont le but est d'exiger le retour immédiat de M. Berradoue et le respect du recours d'annulation contre l'arrêté ministériel et contre le refus de surseoir à son exécution dont le tribunal administratif d'Orléans a été saisi. Par ailleurs, le Comité Solidarité Immigrés informe qu'il a l'intention d'organiser une commission d'enquête, en accord avec d'autres organisations pour établir globalement un rapport sur les expulsions pratiquées dans le Loiret depuis ces derniers temps.

Quelles ont été les réactions dans le milieu orléanais ? Une délégation de conseillers généraux socialistes se prépare à effectuer une démarche auprès du préfet Jean Rochet. Quant à Monseigneur Lustiger, qui a déjà pris position contre les expulsions d'immigrés, il doit célébrer la messe du 8 mai à la cathédrale d'Orléans. Va-t-il insister sur le virus de l'expulsomanie qui a contaminé

le Loiret avec virulence.

Le préfet Jean Rochet, dans un communiqué adressé à la presse locale : *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, et *La République du Centre*, en date du 5 mai, soutient qu'il a agi avec raison et entendement, pour le cas Berradoue. « *La mesure d'expulsion, dit-il, a été prise sur ma proposition par le ministre de l'Intérieur* ». On s'en serait douté. « *M. Berradoue a bénéficié de toutes les garanties de la loi : condamné en premier ressort, la cour d'appel a confirmé sa culpabilité (...). La mesure d'expulsion a été prononcée essentiellement pour une raison d'ordre public* ». Continuant sur sa lancée il ajoute : « *Les pouvoirs publics ne peuvent accepter en effet de garder sur notre territoire des étrangers capables de telles agressions. L'augmentation de la délinquance et de la criminalité, notamment dans les secteurs urbains appelle des mesures de sûreté énergiques pour y faire face* ».

En fin de discours, il reconnaît que le tribunal administratif d'Orléans a été saisi d'un recours contre l'arrêté d'expulsion, mais comme rien n'est fait pour le moment, il faut attendre. Car pour l'instant, comme il dit, pas question de revenir en arrière.

Aux dernières informations du foyer St Dominique, Mme Berradoue a l'intention d'aller parlementer directement avec le préfet.

Un quatre-pages va être distribué à partir de vendredi soir sur le dossier de cette expulsion aux habitants de la ville, préparé par l'équipe de Solidarité Immigrés et Sans Frontière.

B.C.



Lettre ouverte au ministre de l'intérieur

Messieurs,

Moi, la femme illettrée, qui ne sais ni lire ni écrire ni l'arabe, ni le français, j'ai demandé que mes paroles soient mises par écrit.

Je vous rappelle, Monsieur le Ministre, Monsieur le Préfet, que depuis mon mariage avec Monsieur Mohamed Berradoue, j'ai vécu plusieurs années seule avec les enfants, au Maroc, alors que mon mari travaillait en France. Ma misère a cessé quand, par le regroupement familial, il nous a été permis de rejoindre le père de mes enfants.

Mais voilà qu'après un bref délai de vie commune, je retombe dans la solitude, suite à l'arrestation de mon mari. Cela fait presque trois ans que ça dure, pendant lesquelles j'ai fait face seule à tous les problèmes juridiques, administratifs, médicaux, sociaux, éducatifs et financiers. J'ai élevé avec toutes mes forces quatre enfants qui attendent le retour de leur père.

Moi, la faible femme que je suis, isolée, j'ai pu lutter durant ces trois années, car j'ai toujours eu l'espoir de son retour.

J'ai du mal à comprendre cette expulsion si rapide ne tenant aucun compte du sursis à exécution.

D'autre part, je crois de plus en plus à l'innocence de mon mari, après avoir constaté que la victime n'a jamais porté plainte, après avoir vu mon mari crier sa souffrance pour la mort inexplicable de notre dernier enfant, en faisant une grève de la faim durant quarante-cinq jours à la prison d'Orléans après que le doute sur sa culpabilité ait régné le jour de son procès.

Monsieur le Ministre, Monsieur le Préfet, l'avocat de mon mari a déposé au Tribunal Administratif un recours d'annulation de l'arrêté d'expulsion et un sursis à exécution. Alors, pourquoi faire ces deux recours, si c'est pour voir mon mari disparaître dès sa libération ?

Monsieur le Ministre, Monsieur le Préfet,

Quand aurai-je le droit de vivre heureuse avec mon mari ?

Quand nos enfants auront-ils le droit de vivre avec leur père et leur mère réunis, dans notre petit logement des Salmoneries ? Ma patience est épuisée, c'est pour cela que je suis décidée à entamer dans les prochains jours, une grève de la faim, afin d'obtenir :

- l'annulation de l'arrêté d'expulsion,
- le retour immédiat de mon mari.

Dans l'attente de votre réponse à ces demandes, je vous prie de recevoir, Monsieur le Ministre, Monsieur le Préfet, mes salutations.

Madame Fatna Berradoue.

Paulette et Mireille :

Pour que chacun prenne conscience

Nous, Mesdames Paulette Baudrier, et Mireille Retel, avons choisi comme soutien à l'action de Madame Berradoue dénonçant l'injustice qui frappe son mari, de faire avec elle la grève de la faim.

Nous avons choisi de soutenir Madame Berradoue car nous voulons dénoncer le fait qu'un immigré paye plus lourdement une faute qu'un français : emprisonnement plus expulsion de France où il a implanté sa vie depuis plusieurs années. Que devient sa famille ?

Nous avons choisi de soutenir Madame Berradoue car nous avons travaillé au contact des immigrés et nous voulons dénoncer que toujours et partout en France, les plus faibles et les plus isolés sont les plus rejetés et les plus abandonnés ; et qu'aujourd'hui, celui qui vit en France sans être Fran-

çais, s'il est Africain par exemple, ne jouit pas des droits minimums que doit offrir une justice égalitaire. Nous voulons dénoncer que le sursis à exécution contre les mesures d'expulsion n'est plus un vrai sursis.

Nous demandons que l'arrêté d'expulsion pris à l'encontre de Monsieur Berradoue, travailleur, père de quatre enfants, soit annulé et que son retour soit autorisé pour qu'une famille ait le droit d'exister et de vivre où elle l'a choisi.

Nous avons choisi de soutenir Madame Berradoue pour dénoncer une situation dramatique et inadmissible qui frappe de plus en plus de familles aujourd'hui.

Nous avons choisi de soutenir Madame Berradoue pour que chacun prenne conscience des injustices et sorte de sa coquille.

56 expulsions.

Ce dernier mois, tableau de Chasse de Y. Rochet, Préfet du Loiret.

32 Maliens	19 Sénégalais	2 Mauritaniens	3 Marocains.
Le lundi 20 avril	2 le vendredi 10 17 le jeudi 23	Le vendredi 10	1 le 24 mars El-Azouzi 1 le 3 avril Berradoue 1 le 11 avril Khantach

15 Sénégalais ont réussi à s'échapper sous la protection de leur nationalité.

4 maliens ont réussi à s'échapper parce qu'ils n'avaient plus de nationalité sûre.

La méthode utilisée repose sur deux principes :

- Ne pas laisser aux intéressés le temps de se défendre.

- Si d'aventure quelques uns réussissent à signer un recours en annulation et une requête de sursis à exécution, ne pas tenir compte du sursis à exécution.

Le sursis à exécution a été établi par le législateur pour éviter qu'un arrêté contesté qui entraînerait de graves préjudices ne soit exécuté avant que le Tribunal ait pu statuer à son sujet. Monsieur Rochet, lui, estime que le

sursis n'a pas à être appliqué tant qu'il n'est pas accordé par le Tribunal, ce qui permet d'exécuter tout de suite.

« *Je me permets d'attirer votre attention sur le fait que s'il en était ainsi, la procédure de sursis à exécution n'aurait plus aucun sens, ce qui serait injure au législateur qui l'a mise en place* ». Lettre de P. Plisson avocat à Monsieur le Préfet en date du 2 avril 1981.

« *Ces décisions ne sont que l'application stricte de la politique gouvernementale* ». J. Rochet aux Nouvelles d'Orléans, le 17 avril 1981.

Halte à la politique gouvernementale.

Halte à son application stricte.

l'amertume

Lundi soir, cent cinquante personnes des comités de soutien à la grève de la faim de Lyon se sont réunies, à deux pas de l'ex-haut lieu du jeûne, pour faire le point. Assis au centre, les Français. Debout le long du mur, les autres.

Les trois grévistes sont absents. Christian Delorme n'est pas loin. Il récupère chez sa mère. On le dit très démoralisé par la fin boiteuse de son action. Hamid B., quant à lui, ne des-saouïle pas depuis quatre jours. Seul Jean Costil est en pleine forme, faisant déclaration sur déclaration, à la presse, à des synodes, précisant qu'il faut rester vigilants mais que « le créneau est bon ».

A la présidence de l'assemblée, un immigré de service coupe d'emblée la parole au public pour la donner à un grand Duduche boutonneux du Mouvement d'Action non-Violente au rictus inquiétant. « Je suis résolument optimiste » avance-t-il d'une voix forte. Et il propose, sans transition, une nouvelle délégation auprès du très chrétien Préfet de région avec blocage éventuel de son standard téléphonique « pour qu'il soit obligé de nous écouter ». Il n'a pas le temps de pousser plus avant ses audacieuses suggestions, ça murmure dans la salle : « On veut un bilan, on veut un bilan ».

Une loubarde de Gerland, la banlieue de Delorme, ouvre le feu : « Quand la commission des jeunes a proposé qu'on bloque la gare de Perrache et les autoroutes pour faire connaître le mouvement, tous les cathos se sont foutus de notre gueule. Ne comptez pas sur nous pour vous refaire une virginité maintenant que ça a capoté ».

Un signataire du manifeste contre la France de l'apartheid parle même de catastrophe politique. « C'est une victoire de la hiérarchie et du ministre de l'Intérieur au moment où nous pouvions faire tomber Giscard. Delorme espérait radicaliser le vieux cardinal Renard. Mais le père a coiffé le fils au poteau ».

« Christian a oublié ceux pour qui il se battait, avance un Lyonnais visiblement tout aussi mal intentionné. Au bout d'une semaine, les khokhs (rebeux en lyonnais) qui descendaient des banlieues pour le voir ne pouvaient pas l'approcher. Les non-violents faisaient cordon sanitaire. C'était pire que la Vierge de Lourdes ».

« Sa seule victoire c'est d'avoir placé trois potes à lui dans la commission ad-hoc de Bonnet, renchérit un khokh. Mais parmi eux, pas un seul immigré, pas un seul jeune concerné ».

« Qu'est-ce que tu as à gueuler ricane son voisin. T'as trois mois de sursis. C'est comme ta carte de résidence. T'as la vie découpée en rondelles trimestrielles. Faut t'y faire ».

Un intellectuel de la première génération, qui a créé un « collectif maghrébin » pour essayer

précisément de « donner une composante immigrée à la grève » lorsqu'on lui eût dit que « les jeunes ne savaient pas s'exprimer politiquement », tente de placer l'estocade : « Soyons clairs, l'immigration est néo-colonisée. Elle est sous tutelle des travailleurs sociaux et des curés. Nous nous méfions tous de la violence, mais nous laissez-vous une autre alternative ? Hamid l'avait senti dès le départ : si ça rate, ce sera la Stern, avait-il dit ».

Le gros de la salle n'en demeure pas moins composé des gens qu'il stigmatise. Pas gênés, ils amortissent placidement les coups. Mais depuis un moment, quelques visages roses et joviaux commencent à s'assombrir. « Ça suffit, dit une vieille fille. J'ai peut-être l'infirmière d'être assistante sociale mais je n'en ai pas honte. Pas plus que d'être française. Y'en faut. Que feriez-vous sans nous ? ».

Un barbu profite de la brèche pour lire une très longue liste de propositions. « Assez de discussions, décrète-t-il, du con-

cret ». Il est question de tournées de contrôle des commissaires pour bien s'assurer du respect de la trêve Bonnet.

« Mais elles continuent, ces expulsions, hurle une mère algérienne. Pas plus tard que ce matin, il y a encore deux jeunes qui ont reçu leurs notifications ».

« Ça change tout », soupire le barbu.

« Eh ! Sardine, lance un jeune de Gerland à un autre, y'a les flics dehors qui inspectent ta caisse ».

« Minute, dit Sardine, j'ai des contre-propositions à faire, moi ». Et, dans un souffle : « nos copains sont descendus de toute la France le week-end dernier pour nous voir. Ce qu'on veut faire maintenant, c'est un mouvement autonome et national. On se retrouve à Paris sous peu pour ça. Allez, ciao les mecs, à dans trois mois ! »

Le public est maintenant d'un blanc immaculé. On va enfin pouvoir travailler sérieusement.

Jean-Louis Hurst



Photo Peron

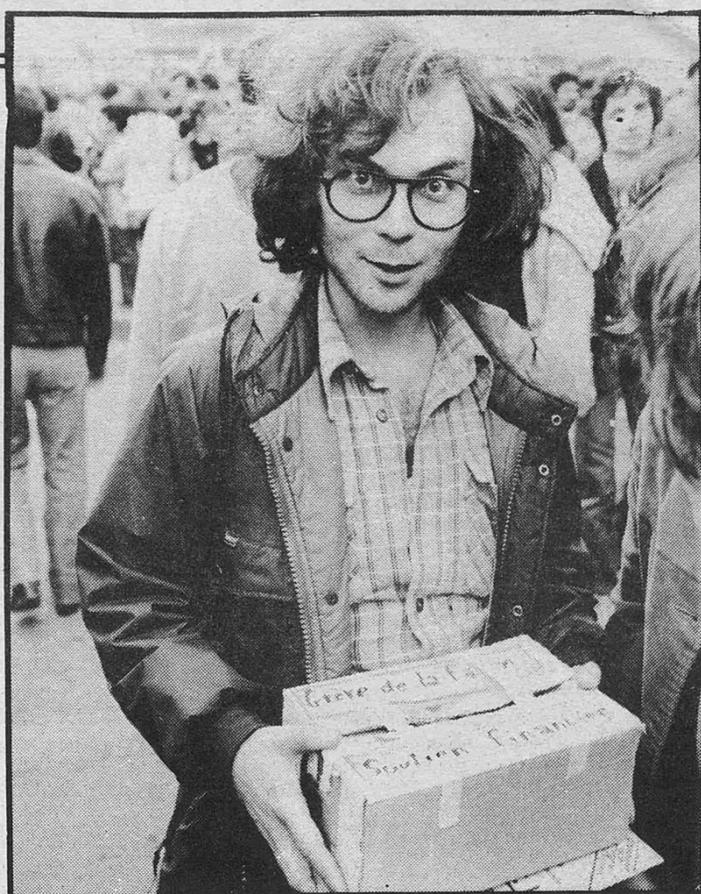


Photo Peron

Faites-nous signe !

Lyon, jeudi 30 avril, arrêt de la grève de la faim et aussitôt la presse titre « victoire »... Mais quelle victoire... ! Trois mois de sursis pour les jeunes expulsés qui sont dans la tranche d'âge de 18 à 25 ans... (et les autres ?!). D'autre part, le télégramme de Sieur Bonnet, nous amalgame aux terroristes internationaux (serions nous des nouveaux Baader...) et il ne nous expulsera qu'en cas de délit grave (!!!).

Or jusqu'à présent, on ne passait devant une commission d'expulsion que pour ce motif qui recouvre n'importe quoi.

Les jeunes seront livrés à l'arbitraire de l'administration. Et de plus, nous avons gagné une commission d'étude qui donnera ses résultats le 2 juillet. Beaucoup de choses n'ont pas été prises en considération, qui restent dans le flou le plus complet : la situation des jeunes qui sont en prison pour effraction à un arrêté d'expulsion, ceux qui doivent normalement être expulsés. Que va-t-il se passer réellement pour eux, vont-ils reprendre trois mois de rab ou « jouer » d'une liberté provisoire ?

Les jeunes expulsés qui sont aux pays vont-ils revenir, quelles seront les dispositions juridiques qui permettraient à ces expulsés de revenir sans problème... Bref aucune réponse pour l'instant. Cette commission composée de trois personnes a du pain sur la planche, bon travail, si vous avez besoin de notre aide ou de notre avis, faites-nous signe...

Bien avant l'arrêt de la grève de la faim, nous avons décidé avec des jeunes d'Asnières, Genevilliers, Nanterre et de Paris de descendre voir les jeunes de Lyon et de la banlieue.

Nous étions une cinquantaine à débarquer à Villeurbanne... coup de théâtre... Bien que

notre arrivée ait été prévue, c'était la débacle. L'arrêt de la grève de la faim a eu un effet traumatisant dans tout le mouvement, c'était l'écoeurement chez les jeunes. « C'est la victoire de l'église ». Nous n'avons jamais eu le droit à la parole. Nous avions toujours affaire au comité directeur du mouvement ». C'était l'avis d'un

maximum de jeunes. J'avais la rage d'entendre leurs cris de colère contre les grévistes

Aucun de ces jeunes n'a eu l'initiative de proposer autre chose et en plus avec cette rencontre à Lyon avec d'autre, ceux d'Aix en Provence, de Toulouse, etc... j'avais cru, naïvement percevoir un nouvel horizon, un nouveau souffle à ce mouvement, c'était l'obscurité en plein jour. « Nous sommes pas encore prêts, mais je crois-moi, cette nouvelle génération désirante va sortir de la nuit dans laquelle elle est plongée et cela fera mal... » me dira Farida, une fille de Gerland, avant notre départ pour Paris.

De cette grève de la faim est né un mouvement de gens qui en avaient « ras le bol » de cette France qui devient Terre d'Apartheid où le racisme est imprimé de façon indélébile dans la vie socio-politique et économique, où jusqu'à présent, il s'exerce en toute liberté.

Si demain un jeune immigré, ou un groupe de jeunes réagissaient violemment contre ces injustices, on peut espérer que leur cri aura été déjà entendu, s'il n'est justifié...

Nous avons trois mois de répit. Trois mois d'attente. Messieurs de la Commission, nous attendons vos résultats le 2 août (sous les menottes, la plage !)

Mohamed Nemmiche

La nouvelle : Quelle nouvelle ?

Elle arrive ! Le communiqué du Ministère vient de tomber !!!

L'on tente d'apaiser notre refus à la déportation par des propositions aussi louches qu'ambigües !

Un sursis de 3 mois (le trimestre du Bonheur) où les expulsions seront selon ces messieurs suspendues sauf en cas de délit graves.

Toi Ahmed qui es à Fleury pour avoir emprunté ce soir dans ta putain de Cité à Nanterre où tu te faisais chier, cette bécane qui semblait n'appartenir à personne.

Toi Naïma de Marseille, qui flippe du fond de ta cellule aux Baumettes, tombée car tu n'as pas pu freiner ton désir devant ce nouveau rouge à lèvres soigneusement disposé sur le rayon d'un supermarché de la Cannebière. Père « délit grave » vous reconnaîtra-t-il comme deux de ses enfants, Amen !!

Création d'une commission d'études !!! A croire que la commission d'expulsion ne nous suffisait pas, « zaâma » !!! Il nous en faut une deuxième !!!

Comment pourrait-on inter prêter cela, autrement que l'on nous prend pour des cons !!!

Eh !! Frangins des banlieues, seriez vous naïfs ???

Vous Messieurs les Humanistes, politicards Maghrébins et de tous poils, dites-vous bien qu'à travers vos séances de masturbations intellectuelles, nous sommes toujours à la recherche de cet hypothétique orgasme. Car ni l'église ni la mosquée ne symboliseront l'expression autonome de notre génération.

Notre prochain rendez-vous : Brixton S/Seine, Brixton S/Oued ? Qui sait ???

Kamel De La Bétonnière

Ce que nous avons obtenu, ce qu'il nous reste à gagner

Par C. Delorme



cas de délits graves et de crimes, annonce la création d'un groupe d'étude ... »

On peut, bien entendu, à la lecture de ces décisions, avoir deux attitudes :

— penser que ce n'est qu'un discours endormant, destiné à faire cesser la grève dont l'ampleur commençait à gêner le gouvernement et le Président de la République sortant ;

— reconnaître au contraire, qu'il y a là un progrès sérieux dans le comportement du ministre de l'Intérieur, qui, jusque là, se refusait à seulement prendre acte des problèmes qui étaient posés.

C'est la deuxième attitude que nous avons épousée et que nous continuons à avoir.

Ainsi jeudi 30 avril, Hamid Boukhrouma, Jean Costil et moi-même, nous avons suspendu notre grève de la faim entamée 29 jours auparavant.

Cette décision a surpris, voire déçu beaucoup de nos amis qui se demandent si nous ne nous sommes pas « faits avoir » par le ministère de l'Intérieur et qui, parfois nous en veulent un peu de ne pas les avoir consultés avant de nous arrêter.

Je conviens donc que les choses soient expliquées et je voudrais surtout dire en quoi, me semble-t-il, une grande victoire a déjà été remportée, même si tout n'est pas gagné, loin de là !

Une grève de la faim illimitée, a quelque chose d'anti-démocratique en ce sens que ne peuvent réellement décider de l'arrêter ou de la continuer que ceux qui la font. Or, il est certain que lorsqu'après 24 heures de difficiles réflexions, nous avons rendu publique notre décision de suspendre notre jeûne, les centaines de militants qui nous soutenaient depuis 4 semaines, ont pu se sentir « légitimement frustrés ».

Avertis parfois par les radios, pour une fois prompt à diffuser notre information, ils ont même pu se sentir « lâchés » par nous alors qu'ils étaient peut-être en train de préparer le prochain tract ou la prochaine banderole. Mais pouvions-nous réunir une grande A.G. non seulement de militants lyonnais, mais encore des militants d'autres villes et mettre aux voix la poursuite ou non de la grève ?

Les pouvoirs publics, nos intermédiaires auprès d'eux, ainsi que la presse attendaient, qui plus est, avec impatience, notre réponse. Si nous avons fait « traîner » 24 heures, il ne nous a pas paru possible de prendre un délai supplémentaire. Et cela, d'autant plus, que pour nous, grévistes, la décision était claire !

Certes, nous n'avons pas obtenu du Ministère de l'Intérieur la circulaire demandée, stipulant que « ne peuvent plus être expulsés de France des filles et des fils d'immigrés qui y sont nés oulet qui y ont passé l'essentiel de leur vie, oulet qui y ont leur famille. ».

Dans les deux communiqués, qu'il a publiés simultanément le mercredi 29 avril, le Ministre de l'Intérieur « reconnaît qu'il y a un problème humain auquel il faut trouver une solution équitable, sursoit à l'expulsion de fils et de filles d'immigrés pendant trois mois, sauf dans le

réponse, nous avons fait procéder à des vérifications. Jean-Marie Muller et le Pasteur Wagner ont été chargés de rencontrer le préfet de région Olivier Philippe pour que celui-ci demande et obtienne des précisions du ministre de l'Intérieur. De son côté, le cardinal Renard a accompli une démarche semblable. A la suite de quoi, Jean-Marie Muller, Guy Wagner et le Cardinal Renard en étant les témoins et les garants, nous avons eu l'assurance que :

— de réelles négociations sur les problèmes d'expulsion et, plus généralement, sur les problèmes de la « 2^e génération » s'ouvriraient dès après le deuxième tour des élections présidentielles, avec la participation de nos trois négociateurs ;

— les expulsions de fils et de filles d'immigrés étaient suspendues sur tout le territoire français pendant trois mois, sauf pour crimes ou délits graves du genre « grand banditisme » ;

— les crimes ou délits graves ne seraient plus confondus avec l'accumulation (« multirécidive ») de délits mineurs.

Nous avons donc librement pensé pouvoir suspendre cette grève, estimant que les concessions du ministre de l'Intérieur étaient déjà énormes et

que nous ne pouvions raisonnablement rien espérer de mieux avant l'échéance des élections présidentielles. Nous avons jugé, d'autre part, que toute une partie de l'opinion publique qui nous était progressivement devenue sympathique, ne comprendrait pas une obstination à continuer malgré le résultat déjà acquis. Enfin, nous avons estimé que nous pouvions faire confiance dans la garantie accordée à ce résultat par les autorités religieuses et qu'il fallait absolument que nous conservions l'appui de ces dernières qui nous demandaient d'interrompre notre grève. Il s'est d'ailleurs trouvé que, avant même de nous avoir rencontré, notre équipe de négociation avait fait la même analyse.

Lutter en effet, c'est aussi savoir négocier. C'est savoir accorder des répit, non seulement à soi-même, mais aussi à son adversaire, afin de lui permettre d'opérer des changements dans ses positions sans qu'il puisse craindre de perdre la face. Hamid, Jean et moi nous estimons n'avoir fait aucune concession.

Nous continuons à exiger un texte juridique rendant impossible l'expulsion de fils et de filles d'immigrés et permettant le retour de ceux qui ont déjà été expulsés. Nous

l'obtiendrons avec l'appui de tous ceux avec lesquels nous avons passé cette sorte de « contrat moral ».

Si dans les trois mois qui viennent, nous devons nous apercevoir que nous nous sommes faits « gruger », nous reprendrions cette grève de la faim illimitée. Et nous savons que cette fois-ci, nous ne serons pas trois, mais des centaines, immigrés et français, à la faire ensemble.

Les jours et les semaines qui viennent, nous ne devons en aucune façon nous démobiliser, mais au contraire, mieux nous organiser et développer ce qui a commencé à naître. Des commissions publiques anti-expulsions devraient pouvoir se mettre en place, avec l'aide de juristes, dans toutes les préfectures. Et surtout les fils et filles d'immigrés doivent continuer à se regrouper et à faire entendre leur voix. Il faudra que leur discours soit présent et prépondérant à la table des négociations, que nous soyons encore en régime giscardien ou enfin en régime en marche vers le socialisme ...

Dans la mesure de mes possibilités, je suis prêt à me déplacer, pour rencontrer tout groupe qui le souhaiterait.



Témoignage de Abdenabi

Je m'appelle Abdenabi Ke-baili. Après mon passage devant la commission d'expulsion le 27 mars, j'attendais comme tant bien d'autres expulsés, que tombe mon arrêté d'expulsion. Pendant cette attente qui aboutirait certainement à l'expulsion, avec Christian Delorme, nous avons parlé du projet de la grève de la faim, et je m'étais donc engagé à la faire avec lui. A l'approche du mois d'avril, nous pensions finalement qu'il était imprudent d'entamer cette grève, convaincu que mon arrêté était arrivé.

Avec quelques remords, j'ai

dû renoncer à la grève. Je regrette sincèrement de n'avoir pas pu aux côtés de Christian mener cette action car il était bien entendu que durant cette grève, j'ai dû me cacher, ne pas sortir, être aux aguets, toute distraction m'était défendue. Enfin, je vivais dans un climat de crainte et d'insécurité. Je crois qu'être un expulsé, c'est une peine vraiment injuste et atroce. Je voudrais aussi vous faire part de mon amitié avec Christian car je crois qu'il est très rare d'avoir un ami tel que lui. C'est en quelque sorte mon frère à qui je peux tout confier, et qui était là pour écouter, même

si quelques fois, nous étions en désaccord. Personnellement, je crois que même si les expulsions sont suspendues pendant trois mois, cela n'empêcherait certainement quelques expulsions, et de ce fait, je pense que tous les expulsés devraient se rassembler pour plus d'assurance. Je pense aussi que cette grève n'avait pas pour but de faire des critiques ou de renier notre pays, bien qu'en Algérie, les libertés soient restreintes.

Enfin, je tiens à remercier tous ceux qui ont participé à cette action et qui ont soutenu les grévistes et défendu notre cause.



Le soleil s'est mis en berne

Même le soleil s'était mis en berne pour l'annonce de la suspension de la grève de la faim par les trois personnes qui depuis le 2 avril, symbolisaient la lutte des jeunes immigrés pour la reconnaissance de plus justes droits et surtout pour faire entendre leurs cris trop souvent étouffés.

Sale temps, que ce 30 avril, où, suite aux promesses d'un ministère précisées ensuite par le préfet de la région, l'action s'est arrêtée du moins dans sa phase publique. Et l'on sentait derrière le sourire des militants le triste sentiment de s'être fait avoir, d'être passé à côté de quelque chose de grandiose.

Car à bien étudier le communiqué du ministère de l'Intérieur, à bien retourner les précisions préfectorales, on ne peut, à moins d'être d'un optimisme délirant, y voir autre chose que la vague tentation d'un pouvoir aux abois d'étouffer une lutte qui, par son ampleur, commençait de plus en plus à fausser le jeu électoral, et cela grâce à l'action conjugée quoique non concertée, des catholiques irlandais du fond de leur prison.

A bien étudier le créneau électoral, le gouvernement ne pouvait se permettre de laisser planer sur le scrutin du 10 mai, l'idée qu'un prêtre et un pasteur se laisseraient mourir pour qu'une minorité opprimée puisse jouir de droits égaux ; charité quand tu nous tiens... D'où l'idée que cette proposition n'est qu'une peau de banane déguisée, une promesse de plus à oublier après le scrutin et vite Je vous laisse le seul juge.

Et pourtant, peu à peu, le rêve commençait largement à devenir réalité, doucement les

jeunes se découvraient d'autres affinités que celles de la réalité quotidienne ; d'autres où il s'agissait de prendre en main ce quotidien. Alors dire que toute cette lutte n'aura servi à rien, est-il vrai ? Non pas encore, déjà les mouvements commencent à vouloir s'organiser comme une force permanente pour pouvoir mieux et plus vite réagir aux empiètements du pouvoir sur l'accord pris avec les grévistes, déjà le mouvement essaie de se sortir des structures chrétiennes qui ont peut-être neutralisé plus qu'on le dit l'avancée de la lutte, tout cela ne pourra se faire sans une large participation de la population immigrée surtout jeune, car sinon cela ne restera qu'un mouvement antiraciste comme les autres ; vaguement humaniste sans envergure aucune, sinon l'assistance à plus grande échelle de la population immigrée.

Si les grévistes de la faim de Lyon avaient continué leur action jusqu'au 10 mai, cette grève aurait certainement assuré la victoire de F. Mitterrand : la proposition faisant de la proposition de l'Intérieur a permis d'éviter un véritable cas de conscience de l'électorat chrétien. Echech dû en partie (et à les entendre pleinement) aux cardinaux de l'église catholique qui ont totalement pris de vitesse le comité de négociations.

Cette victoire à « 70% » selon Jean Costil a le goût amer des défaites qu'un rien aurait pu changer en réel succès. Durant 29 jours, les récriminations de la base sont restées lettre morte, malgré des initiatives dispersées, telles la pub du *Monde*, ou la prise de parole des jeunes dans les quartiers : les tentati-

ves pour se démarquer de la ligne pure et dure chrétienne et non-violente n'auront permis que des rêves avortés.

A l'heure où les grévistes de la faim sont en train de se refaire une santé, avec l'esprit serein de ceux qui se sont bien battus, il reste des problèmes que le ministère n'a pas encore résolus, tels la participation immigrée à la commission statuant sur leur sort, ou les dispositions de contrôle de l'arrêt effectif des expulsions pendant trois mois. A étudier les travaux des commissions, qui se sont succédées sous Giscard, et le poids réel des transformations qu'ils ont apportés, on reste sceptiques sur les possibilités de « cette commission-de-plus ».

Le seul argument valable de cette réponse ministérielle reste la réponse écrite par l'administration des problèmes de la jeunesse immigrée. Drôle de nouveauté pour une jeunesse aux abois. Il reste que l'énorme écho rencontré par cette lutte figurera dans les annales de la lutte des jeunes concernés, immigrés ou non, par les Droits de l'Homme en France.

Espérons que tout cela ne sera pas balayé par le mistral, soufflant sur les paradis estivaux. Espérons que les vacances ne donnent pas raison au ministre.

Alors, rendez-vous le 1^{er} août pour un reportage dans un avion-spécial-expulsion, vol 30/04/81 ?

Mohammed Slimani

Paris : vigilance

Le communiqué du ministère de l'Intérieur, la réponse des grévistes de Lyon, puis les précisions du Premier ministre Raymond Barre, éclaircissant un point de déclaration de M. Bonnet ont prouvé, si besoin était, l'impact de l'action de solidarité avec les jeunes immigrés.

Mais si, à juste titre, nous pouvons considérer que la grève de la faim de Lyon a porté quelques fruits, il reste utile de rappeler les actes définitifs que nous continuons à réclamer des autorités de ce pays, **toutes les lois qui permettent le développement des procédures d'expulsion doivent être abrogées.**

Nous réclamons aussi le **droit de retour en France pour les enfants d'immigrés victimes de décisions antérieures.**

Le texte du ministre de l'Intérieur exige quelques remarques. Bonnet ne précise pas quel sera le sort des jeunes arrivés à la fin de leur peine d'emprisonnement et pour lesquelles une mesure d'expulsion avait déjà été décidée. Le sursis, s'il les concerne, implique-t-il une prolongation de l'emprisonnement dans l'attente des résultats de la commission paritaire mise en place, ou assure-t-il la libération des personnes impliquées et leur droit de séjourner légalement en France durant la période sursitaire ?

D'ailleurs, il nous semble que le communiqué du ministère de l'Intérieur n'indique pas clairement si le sursis de trois mois

constitue à la fois un arrêt des expulsions déjà décidées et l'arrêt de fonctionnement des commissions d'expulsions durant cette période.

D'autre part, il serait plus que temps que le ministre de l'Intérieur apporte des précisions sur le nombre d'enfants d'immigrés expulsés et les raisons exactes qui ont poussé, dans chaque cas, les autorités à prendre ces décisions.

Etait-il aussi nécessaire que le ministre de l'Intérieur, outre le fait qu'il n'ait pas jugé utile de reconnaître l'existence d'un gréviste de la faim immigré se soit senti obligé de faire l'amalgame entre le problème des jeunes immigrés et ceux que pose la violence internationale. Cela nous semble non seulement faux, mais aussi injurieux.

A la veille de ce second tour des élections présidentielles, le collectif de la région parisienne de Solidarité avec les Jeunes Immigrés ne peut que continuer à regretter le silence du candidat Giscard d'Estaing.

Par son porte-parole, M. Giscard d'Estaing avait promis une réponse personnelle. Nous étions donc en droit d'espérer cette prise de position dans les délais assurés : avant la fin du mois d'avril.

Paris le 6 mai 1981, 18h
Le collectif
de la région parisienne
de Solidarité
avec les Jeunes Immigrés

Le temps des impressions

Lyon, le 1^{er} Mai : la grève de la faim sans limite a cependant connu la sienne hier soir. Le temps n'est pas encore aux bilans politiques, il est aux impressions. Et la mienne est que la fête est finie. Pour nous qui ne nous connaissions pas, réunis pour l'occasion, cette détérioration de la vie aux relents de mort fabriquait de l'instant, de la liberté... de la vie. Et nous pensions à Sigurd Debus, à Bobby Sands.

L'heure n'était pas aux querelles, aux stratégies, l'heure était à l'urgence. L'heure n'était pas à ce qu'il fallait faire, l'heure était à ce que nous faisons. Les stratèges nous diront demain comment il eût fallu procéder. Ils analyseront ce que nous avons maladroitement fait. Les stratèges ne décrieront jamais le temps de la fête, les amitiés forgées, les déceptions, les larmes des uns et les rires des autres. Les stratèges ne portent pas de valise, ils portent des attachés-cases.

A Lyon, l'instant n'était ni à la non-violence ni à la violence,

ni à Jésus ni à Lénine, l'instant était à Hamid, à Christian, à Jean, à Dominique, à Djemila, à Francesco, à Françoise, à nous. Au jour du 30 avril, nous avons été nombreux à dire quels termes du ministère de l'Intérieur n'autorisaient pas à en mettre un à la grève de la faim. Mais voilà, nous n'étions pas les grévistes. A Lyon, pas plus qu'à Belfast ou à Hambourg, le pouvoir de décider n'appartient au donneur de conseil. Il est, et pour toujours, à ceux qui le font.

Le travail politique et collectif qu'il nous reste à accomplir est grand et n'a pas l'enjeu de mort festif et immédiat des barricades et des grèves de la faim. La fête est finie. Que ferons-nous politiquement et collectivement de la réalité, celle du racisme quotidien et des expulsions qui nous a, une fois encore, sauté à la gueule ? Voilà enfin le plat de résistance. Alors passons à table.

Bernard Bolze
membre du comité
de soutien de Lyon

Raison d'être d'un réseau sans frontière

Depuis quelques mois, un certain nombre de soignants (médecins, psychiatres, psychologues) se sont réunis pour aborder les problèmes de la santé des immigrés. Ils ont rédigé ce texte pour la création d'un réseau « sans frontière ».

Eternels locataires, nous sommes d'ici et de partout. Le terrain coûte trop cher pour que nous achetions un morceau... A bien dire, nous n'en avons même plus le désir tant nous sommes partout chez nous puisque nous sommes de nulle part. Une colère nous reste cependant : à force de faire monter le prix de l'espace, on nous a étouffé jusque dans la richesse des pays riches. C'est la « mal vie » et le mal être.

La migration est devenu notre lot et qui sait notre espoir d'oxygène. Réels ou potentiels, nous sommes tous des déracinés de notre propre vie.

(Il est intéressant de noter ici que la maladie du migrant réel n'est le plus souvent qu'une caricature de celle de l'autochtone). Nous sommes tous des déracinés ou des immigrés car progressivement, ce monde nous a été enlevé, tant et si bien d'ailleurs que nous n'en voulons plus tel qu'il est.

Ce monde où le portrait robot de l'homme normal, productif, consommant, intégrable,

est devenu si raffiné et exigeant que des millions d'individus sont rejetés dans l'anormalité et promis à la « prise en charge » sociales, sanitaires, et tout bonnement policières.

L'humanité est en crise profonde. Elle traduit son désarroi face à l'émergence d'une société pluri- raciale, plus tolérante.

Ainsi, le « déficit de la sécurité sociale », le chômage, disons la crise d'une manière générale, est justifiée toujours par des boucs émissaires. On parle d'un « seuil de tolérance » dépassé. Mais on ne nous fera pas prendre des vessies pour des lanternes.

Il s'agit d'un « seuil de tolérance » à tout ce qui nous rend malade dans ce monde et non d'on ne sait quelle trop grande concentration en immigrés du Schlesvig-Holstein. Car nous avons appris le « droit à la maladie » : peut être, avec la mort, est-ce la dernière chose qui nous appartienne.

La maladie est aussi un ailleurs.

Et pour l'« étrange étranger »



Photo DR

réel, plus fortement encore que pour l'autre, le dernier des remparts à son rejet, le cri de son corps support moral et affectif, exprime sa révolte et son indignation à ce monde qui le punit d'être ce qu'il en a fait.

Nous ne tolérons plus ce monde où les gestionnaires de toutes « obédiences politiques » (ne soyons pas injustes mais soyons clairs) n'ont d'autres ressources que d'essayer de nous impliquer dans le lamentable partage des bons et des mauvais morceaux d'un gâteau ra-

té. Le choix qu'ils nous offrent est dérisoire : être un peu plus ou un peu moins mal. La misère matérielle, physique, psychique, affective, intellectuelle est au premier tournant de la route qu'ils nous promettent.

De fait, ils nous ont mis hors de leur route et nous allons tracer la notre. L'espace qu'on nous a pris, nous allons le reconquérir. Et pour commencer, renforcer notre système de défense à travers nos lieux d'étouffement.

Où en sommes nous ?

Nous avons à nous débrouiller là où nous sommes avec nos moyens. L'important est la naissance du besoin de faire quel que chose ensemble. L'important aussi c'est que nous devons nous fixer un but. Prouver par du concret que ce processus de solidarité est réel. Au fond, il faut peut-être s'inscrire dans la négation de tout ce qui a été fait dans le passé ou dans le présent tout en gardant les pieds sur terre.

Nous manquons d'espace pour la liberté de nos rêves (nous savons mieux définir contre qui et quoi nous sommes, qui pour qui et quoi), et nous agissons surtout en fonction de la réalité des nécessités et des lois économiques et sociales d'un monde qui non seulement nous rend malades, mais encore possède les structures de gestion de nos maladies, aptes à nous plier ou à nous exclure dans la morbidité (nombre d'entre nous font partie de ces structures) : la stratégie à adopter doit tenir compte de ce fait et en bénéficier.

D'un côté ou de l'autre des murs réels ou imaginaires et symboliques (blanc et couleur, soignant et soigné, femme et homme...) nos problèmes de

mal être sont là, quotidiens. Nous avons appris à les aborder comme tels, au quotidien, mais cette pratique qui a le mérite de la concrétude nous piège dans les filets de l'idéologie des gestionnaires, leur fournissant même quelques soupapes de sécurité. Les derniers événements de pratiques municipales montrent qu'il devient urgent de tracer quelque ligne de rupture.

Le but de ce réseau est de dresser un barrage efficace au système d'exclusion et de marginalisation. Et la lucidité ne suffit plus car elle ne débouche que sur une ethnologie au présent triste et impuissante, de constat, qui en fin de compte nous enferme dans nos rôles, nous démobilise et nous enfonce dans l'étouffoir.

Pour commencer, il nous semble nécessaire de renforcer les moyens qui nous appartiennent en multipliant les liaisons entre ceux qui, à l'intérieur ou en dehors des institutions, si peu que ce soit, « font quelque chose ».

Au point où nous en sommes ce « quelque chose » est plus de l'ordre de la solidarité, de la disponibilité, de l'expérience vécue, du savoir inventé « sur le tas » que la science et de la technicité habituellement dite. Le merdier est tel que les plus « savants » en titre, en rôle, ou en apparence ne le sont pas toujours devant les problèmes posés par la réalité, et, pour le moins, les uns ont-ils besoin des autres.

Le plus souvent la justice dans le cadre, au demeurant injuste du système et de ses lois est l'objectif minimum, voire la simple acquisition d'une aptitude à résister en courbant l'échine à l'écrasement et au rejet.

Mais il n'est pas impossible que la circulation de l'information dans un réseau sans frontière raciale ou professionnelle le travail d'élucidation théorique lié chaque jour au concret individuel ou collectif, nous permettent de renforcer notre impact et de tracer un chemin plus offensif.

A partir de ce texte, nous proposons :

Une réunion pour discuter du fond de ce projet et des modalités pratiques de la mise en place du réseau (fichier, bulletin, secrétariat).

Nous y discuterons également de journées d'études à prévoir fin juin sur un thème central qui reste à définir et qui seraient l'occasion de faire un premier bilan.

Claudine Dussolier
Karim Abboub
Jean Carpentier
Réseau Sans Frontière

Adresse provisoire pour envoyer votre courrier : Relais 59, 59 avenue Daumesnil - 75012

Tu es suspect !

L'implantation territoriale sur un espace déterminé permet de créer des lieux de circulation, un lieu d'information et un lieu de recombinaison politique...

D'innombrables luttes pour la réappropriation de l'espace, de transformation de celui-ci, de production d'espaces nouveaux... ont pris un élan ces dernières années...

Le territoire est un enjeu important pour nous et nous voulons échapper à la sectorisation devise de tout ordre.

Si nous avons choisi de combattre, aussi l'espace-prison

c'est parce qu'aussi il n'y a qu'un pas de celui-ci à l'espace quartier dans lequel on vit.

Sur la Goutte d'or, nous sommes nombreux et avec ses habitants, nous tissons des liens en nous fixant comme tâche :

- de diffuser dans cet espace,
- de créer dans le quartier, suffisamment quadrillé, des noyaux de résistance. Notre regroupement correspond à un besoin de lutter frontalement contre un certain nombre de problèmes liés à cette crise :

- la criminalisation des moindres de nos actes,

- l'agression à tous les niveaux : chimiques (pollution, nucléaire), politique (la droite ou un PCF qui ne recule devant rien pour

garantir « sa moralité »

- l'agression intellectuelle, morale, physique (travail, école...)

Pendant ces élections, nous prenons position par rapport aux candidats, et pour voter Mitterrand, nous exigeons :

« le salaire social garanti de guerre et d'agitation »

On s'explique :

A un moment où la caractéristique de la crise est l'accentuation de la sous-évaluation de l'individu et où il est profondément aliéné par le travail salarié, l'école... et toutes ces activités stabilisatrices, rien ne nous permet de nous épanouir, de vivre, d'être indépendant dans la sphère sociale...

Nous voulons un salaire social pour ne pas travailler, pour pouvoir vivre pleinement, s'agiter, créer encore plus d'espaces de liberté.

Si Mitterrand « passe » nous espérons une petite dilatation du champs d'action ou de liberté tout en sachant que chaque médaille a son revers, en effet, la « social-démocratie » n'a-t-elle pas un pouvoir intégrateur ?

L'exemple nous est donné par les pays Scandinaves, armé d'une forte tradition social-démocrate et où on assiste :

- à l'intégration des marges sociales (alcooliques, toxiques,

« délinquants-sociaux »)

- à l'intégration des minorités ethniques (les gitans ou les lapons sont intégrés depuis des centaines d'années)

à une prise de pouvoir intégral de l'administration au moindre recoin de l'existence d'un individu. Ce « putsche » au quotidien de la Bureaucratie ne fait que nous plonger plus dans un système où l'anonymat est de rigueur.

Si Giscard repasse... 7 années de futurs malheurs. Le « roitelet » ne fera qu'affermir le Pouvoir d'une France... de la terreur, des Etats à l'intérieur de l'Etat (police, armée) et la crise n'aura d'autres horizons que :

- le suicide
- un dur combat quotidien,
- l'exil,
- la lutte... !

Nos desseins sont nobles, mais nos méthodes ignobles et nous ne nous en cachons pas. Dans un caveau sordide et humide, nous oeuvrons clandestinement aux rapprochements... En un mot, nous sommes des monstres, issus d'un monde pas très catholique, ni très marxiste et pas du tout anarchiste.

Pourtant, nous voulons vivre et suprême otage... Rire !

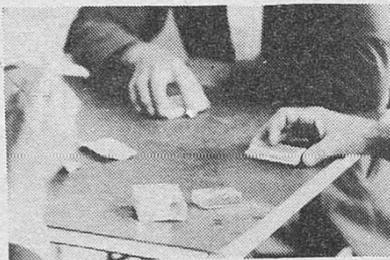
Aslak
« Les Inuits bleus »

REPORTAGE :

Voile au-dessus

d'un nid de couscous

D'ordinaire, Belleville et Barbès sont considérées comme les places fortes de l'immigration, lieux où s'agit, vit et survit une population dont la composition ethnique est, à une très large majorité, nord-africaine, juive et noire. Mais d'aucuns oublient une enclave tout aussi importante : c'est celle sise à proximité du métro Arts et Métiers, où Indochinois et Maghrébins se côtoient. Cet îlot, qui s'articule autour des trois ruelles étroites et tortueuses que sont rue du Maire, rue des Vertus et rue des Gravilliers, sent tout aussi bien le merguez, le canard laqué et les épices orientales et extrême-orientales. Une musique sirupeuse vous parvient par bouffées lorsque vous êtes de passage et si vous daignez jeter un coup d'œil, fut-il furtif, sur ses habitants, vous vous apercevrez d'emblée que, enfants, ils n'ont pas dû jouer aux billes sur les bords de la Seine et qu'ils ignorent l'Académie Française...



A l'angle d'une des ruelles suscitées, un bar-hôtel-restaurant. Assez pittoresque d'ailleurs. Il paraît même qu'il a été dans un passé plus ou moins lointain le point de rendez-vous des mousquetaires du Roy. En tous cas aujourd'hui, il est devenu le repaire de nombreux immigrés, jeunes ou vieux et de tendances diverses ; leur buvette, leur cercle, leur réfectoire et leur dortoir à la fois. Dès qu'on en franchit l'entrée, l'œil se rive sur ce théâtre qui offre des personnages à multiples facettes. Une douzaine de tables, un comptoir long et tout en zinc, un juke-box et un flipper forment le décor. Quelques lampes, dont deux ou trois semblent fatiguées, dispensent une lumière blafarde. Ce qui accentue la mine déjà hâve des consommateurs. Collé contre la paroi d'une vitre, un menu peu alléchant et bourré de fautes d'orthographe essaye tant bien que mal de racoler le client en insistant sur la modicité de ses prix tandis qu'une vieille affiche recommande de voter pour l'unique candidat Chadli du parti unique à la magistrature suprême du pays. Au fond, quatre joueurs font rageusement claquer leurs dominos sur un tapis agonisant. Ils finiront par l'achever tant ils sont déchainés. L'un d'eux, Mohand, qui, s'il existait une grande école dans le genre, aurait décroché aisément une maîtrise, crie « Joyeux Noël » à chaque fois qu'il jette victorieusement le dernier pion. Comme beaucoup de ses compatriotes, Mohand, plongeur de son état, aime retrouver, après sa dure journée de travail, les siens et s'abrutir avec eux grâce aux dominos et à l'alcool. Derrière ces joueurs impé-

tents, six jeunes gens se battent à qui paierait la tournée suivante. Ils en sont à leur cinquième. C'est finalement Ramdane « la maladie d'amour » qui l'a emporté haut la main. Drôle d'énergumène, ce Ramdane. Charmeur, il s'est assuré la sympathie de tous. Bien typé, invitant à l'exotisme avec ses grands yeux rieurs et ses cheveux bouclés, il s'est taillé une réputation de séducteur aux dents longues et acérées. En témoigne sa dernière proie assise à ses côtés. Une Hollandaise de dix-huit printemps au sourire ingénu, mince et élancée avec un joli minois recouvert par une chevelure blonde et abondante. Il ne connaît pas le chômage, lui. En deux ans de résidence à Paris, il s'est frayé son chemin. Un appartement très standing dans le Marais et une Renault 17. Il n'a pas perdu son temps, il a vite réalisé qu'il se trouvait dans une contrée où l'audace est très rémunératrice. Il passe la majeure partie de ses journées et souvent de ses soirées dans son quartier de prédilection : le sixième arrondissement. Là, sachant par cœur son scénario, il traque les touristes en mal de pilotes et les homosexuels. Diable, cela rapporte gros parfois. Sa tactique est d'une simplicité déconcertante. Il erre dans les boulevards qu'il pleuve, qu'il vente ou qu'il fasse beau, et conjugue allègrement le verbe draguer à tous les modes. Dès qu'à une terrasse, il voit une éventuelle victime, son regard exercé lui enjoint de se devenir son vis-à-vis discrètement.

Question de routine

Après, c'est une question de routine. Il sort le grand jeu, œil de velours et bouche en distributrice de promesses, il emballe et finalement soulage sa temporaire compagne de ses couronnes, ses florins, ses livres ou ses marks. « Marques d'affection », sussurre-t-il en ajoutant que c'est sa façon à lui d'équilibrer le cours des changes... A une autre table, voisine des fêtards, un étudiant qui a dû oublier de prendre son bain annuel rédige une lettre sous la direction éclairée (je crois que les ampoules électriques y sont pour quelque chose) d'un vieil homme au visage rongé par une barbe de huit jours. D'une plume nerveuse, Ali l'intellectuel informe la famille de son obligé de sa nostalgie en n'omettant pas de préciser qu'il se porte bien et qu'il espère qu'il en est de même pour eux. Il leur demande s'ils ont bien reçu les trois mille francs qu'il leur a envoyé par l'intermédiaire du cousin Omar et leur signale que, prochainement, il leur adressera les Lee Cooper que Hamid a réclamé, ceci, en raison de ses succès scolaires. Et il conclut par un bonjour à tous et à toutes, chacun par son nom. Pour remercier Ali, le vieux l'invite à prendre un rafraîchissement... Accoudé au juke-



Photo AKLI

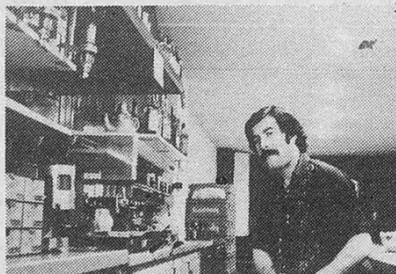
box, une bière dans une main et une cigarette dans l'autre, Slimane balance la tête au rythme d'une chanson d'Aït-Menguellat. Ce dernier lui rappelait d'une voix pathétique, la femme et les enfants qu'il a laissés dans sa Kabylie natale, livrés à eux-mêmes tandis que lui passait son temps à se saouler et à courir les jupons. Slimane n'a pas pu contenir une crise de larmes. En prenant les consommateurs à témoins, il s'est écrié : « Maudit soit mon Dieu ! Je ne suis qu'un enfant du péché ! C'est vrai ce que dit Aït-Menguellat, nous n'avons aucun sens des responsabilités. Maudit soit mon Dieu ! Akli, donne-moi encore une bière ! » Personne ne lui a prêté apparemment l'oreille, mais subitement une volée de commandes de bière s'est abattue sur le tavernier débordé et fier de l'être. D'après un sondage personnel, la bière vient en tête des boissons favorites des immigrés suivie de près par le vin et les alcools anisés tels que le Ricard ou le Pastis. Lors d'une dispute, on réconcilie les protagonistes avec quelques bouteilles de bière et d'adversaires, ils redeviennent les meilleurs amis du monde. C'est dire que souvent au cours des querelles, les relents de tribalisme reprennent leurs droits surtout chez les Kabyles où le fameux « nif », la notion de sens de l'honneur, reste vivace. Toutefois, grâce à la bière, élevée presque au rang d'une institution, tous les problèmes s'envolent et les tensions se dissipent. C'est la meilleure thérapeutique et en boire en grosse quantité est un signe évident de maturité... La musique s'est arrêtée, cédant la place à une effroyable cacophonie. La porte s'est ouverte, attirant ainsi l'attention des gens. Ceci est une constante dans les bars maghrébins : dès que la porte grince, tous les regards sont braqués dessus. Soupis de soulagement. Ce ne sont pas les policiers. L'homme qui vient d'entrer n'est autre que Aâmi Mahmoud, un habitué, commerçant de circonstance. Il serre les mains de tout le monde, connu ou pas. C'est aussi une tradition bien établie, la poignée de mains, c'est même une obligation, quiconque ne s'y conforme pas passe pour un impoli et est mis en quaran-

taine. Aâmi Mahmoud commence à servir ses boniments : « C'est une honte à l'approche des fêtes de se rendre chez soi sans emporter de beaux cadeaux ! Admirez ce que je vous apporte ! ». Joignant le geste à la parole, il extirpe de ses sacs en plastique un lot de vêtements masculins et féminins dont certains sont de bonne qualité. Du coup, il a mobilisé toute l'assistance et même les joueurs de dominos ont momentanément cessé leur partie pour jouir du spectacle. « Moi, je vous le dit les amis, je suis moins cher que Tati. C'est sûr, non ? » Il exhibe un superbe manteau qu'il propose au prix ridicule de soixante francs. On se l'arrache littéralement. C'est vrai que Mahmoud écrase les prix. Au bout d'une demi-heure, il a liquidé l'ensemble de sa marchandise. Le seul point sombre : l'origine de ses articles. De toutes façons, personne ne s'est jamais posé la question. « L'essentiel est de faire d'excellentes affaires » m'a affirmé un client sous la pression du demi...

Smail

« le Marseillais »

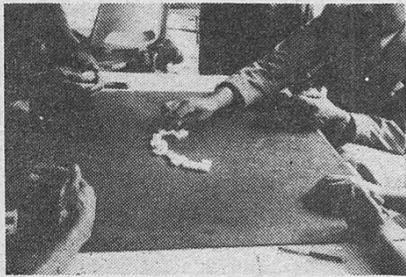
Chacun a regagné sa place et comme de l'avis de tous, un bar sans fond sonore est psychologiquement insupportable, Slimane a introduit une pièce dans le juke-box et a sélectionné des chansons de Idirma. Parmi les plus entraînantes pour détendre un peu l'atmosphère. Une équipe de danseurs s'est constituée, soutenue par les claquements de mains. La bière coule à flots à la satisfaction du patron qui arbore un sourire radieux. Indifférent à cette espèce de festivité improvisée, Smail « le Marseillais » sirote suavement son double scotch en discutant avec la serveuse qu'il domine largement du haut de ses un mètre quatre-vingt dix. Une figure sortie tout droit de la littérature policière. Jugez la panoplie : un costume en alpaga d'un blanc immaculé, des boots de même couleur, une superbe chemise en soie avec foulard assorti, le cou habillé d'une chaîne étincelante et les doigts ornés de bagues à faire rêver la rue de la Paix. On prétend qu'il a une femme déclarée en Algérie et à Paris, plusieurs dames travaillent au noir pour lui. Il s'est bâti une légende autour de



Suite page 11 ...

... Suite de la page 10

lui et sa fortune est, paraît-il, sans égale. C'est ce qu'on appelle « a luviane ». En marge de ses activités de souteneur, il fait dans la cassette pirate arabe et l'exportation de gadgets comme les calculatrices et les montres électroniques, les jeans, les disques d'Enrico Macias et les parfums. Un créneau inestimable en Algérie où tous ces objets se vendent à des prix exorbitants et



trouvent facilement acquéreurs tant ils sont recherchés et appréciés surtout par la bourgeoisie, quel que soit son ordre de grandeur... Smail a lancé un regard méprisant en direction des danseurs. « *Pauvres imbéciles !, éructe-t-il, tous ces gens-là sont en mal de débouchés de spermatogénèse* » La serveuse a approuvé en souriant bassement. Elle, on l'a surnommé Djamila « *l'écureuil* » à cause de son radinisme proverbial et de sa nette propension à l'épargne. Les méchantes langues chuchotent qu'elle a un tiroir-caisse à la place du cœur. C'est une fille dotée d'un sacré tempérament et douée d'une intelligence archaïque mais d'une efficacité fulgurante. Il y a cinq ans, elle a débarqué à Paris, en provenance du Maroc, avec dans ses maigres bagages trois robes, quelques petites culottes, un exemplaire du Coran, des recettes de science occulte, la photo de sa mère et la rage de vaincre. Elle a échoué dans ce café pour réussir une époustouflante carrière grâce à la complicité du patron qui a su dénicher « *sous son jupon mité des jambes de reine et les a gardées* ». Djamila a été chargée de s'occuper de la caisse et elle s'est acquittée fort bien de cette tâche on ne peut plus payante. Ce qui lui permet de porter avec aisance des manteaux de fourrure, de rouler en Mercedes, d'expédier de somptueux présents à sa famille et de fréquenter les endroits les plus cotés. Elle a donc largement gagné au change car séjourner dans le lit du propriétaire de l'établissement, le nommé Akli, relève du morceau de bravoure. Petit, trapu, encombré par un corps lourd surmonté d'une grosse tête et désavantagé par un visage ingrat, Akli n'a aucune chance de décrocher le moindre prix dans un concours de beauté. Heureusement qu'il a du pouvoir par argent interposé.

Une « aubaine »

Il a débuté dans le monde du travail à l'âge de dix-sept ans en exerçant la profession de manoeuvre dans des chantiers avant d'être embauché dans une fabrique de produits chimiques. Résigné sans être malheureux, il allait poursuivre un chemin minable et un peu épais par son salaire quand, par un de ces caprices du destin, il a rencontré une « aubaine » de deux fois et demi son âge, maîtresse d'un bar-hôtel-restau-

rant, qui est tombée éperdument amoureuse de lui. Elle lui a fait quitter son emploi et lui a octroyé la responsabilité de gérant. Jusqu'au jour où la vieille dame indigne s'est éteinte et lui a légué tous ses biens. Il ne lui restait plus qu'à les faire fructifier. « *Et dire que quand j'étais petit, je voulais devenir berger, oui, berger. Tu te rends compte, j'en étais arrivé là. J'étais tombé si bas. Dieu merci, la chance tourne bien* », m'a-t-il confié. Ses affaires aussi tournent bien. Depuis, il a acheté un hôtel trois étoiles à Paris et possède un magasin d'alimentation générale et un atelier de confection à Alger. Ses meilleurs amis sont des hauts cadres d'Etat et des gros propriétaires. « *Moi, a-t-il tenu à me dire, je n'ai pas à l'instar des bourgeois algériens, édifié ma fortune sur les cendres de 62 ou par l'allégeance au pouvoir en place. Mes sous, je les ai gagnés par mon ingéniosité* ». Ce qu'il a oublié de préciser, c'est le montant du salaire qu'il verse à ses employés. Une misère quand on sait que son cuisinier effectue un travail de titan et touche un peu moins de deux mille francs. Quand on sait qu'il loue du sommeil à six cents francs par mois. « *Moi, j'aime beaucoup mes compatriotes, se vante-t-il, et ils m'adorent. Ce sont pour la plupart des gars de mon village. Lorsqu'ils n'ont pas d'argent, je leur fais crédit. Je les empêche de commettre des bêtises quand ils ont trop bu. Ceux que je déteste, ce sont les jeunes. Ils se prennent pour des étudiants, parlent politique, fument des drogues et sont souvent de mauvais payeurs. Ils ne font que troubler la paix des paisibles travailleurs. Tu sais, j'organise tous les vendredis et samedis des soirées avec des artistes de chez nous et mes clients sont très contents, ils se défoulent bien et ça les incite à oublier un peu leurs tracas quotidiens* ». Ça les incite essentiellement à sur-consommer.



« Akli a volontairement éludé la question du loto qui, pendant le mois de ramadhan, rapporte des sommes d'or » charitable et téméraire et... ment des immigrés y sacrifier leur paye et s'endetter cruellement pour pouvoir continuer à jouer. « *Leur problème majeur, poursuit Akli, est l'éloignement et le manque de présence féminine. D'ailleurs, à ce propos, quand un de leurs camarades est en compagnie d'une femme, inéluctablement, des rixes se produisent à cause d'un regard un peu insistant, un rien, quoi ! Alors là, j'interviens énergiquement tout en les prenant par les sentiments. En réalité, les algériens sont de bons bougres même s'ils sont mal élevés* ». Voilà maintenant qu'il s'érige en donneur de leçons. Ce n'est guère surprenant lorsqu'on sait que chez les patrons « arabes » coexistent trois types de pouvoir : traditionnel en étayant la thèse « *notre richesse vient de dieu* », charismatique par leur côté « *lion au coeur d'ord* » charitable et téméraire et rationnel.

A croire qu'ils ont été élus au suffrage universel !! Le pire est vite atteint quand Akli proclame qu'il y a tout de même « *un seuil de tolérance qu'il ne faut pas excéder et*

que les migrants doivent se conduire en victimes expiatoires ». Ces mots feront certainement plaisir aux communistes. Ceux-là ne discréditent jamais les patrons « arabes » du fait qu'ils investissent en France et qu'ils ne terrorisent pas les pauvres petits français. Que Marchais se rassure et range ses bulldozers, Akli -vieux complexe d'infériorité hérité du temps béni des colonies oblige, est aux petits soins avec la nombreuse clientèle française qui peuple son restaurant tous les midis. Il ne leur ménage ni ses sourires ni sa cave. Quoi de plus normal que de rendre un tendre et vibrant hommage, fut-il alcoolisé, au pays d'accueil.

« Le mythe de la France »

Pour me calmer, j'ai pris un café et je me suis assis en face d'un jeune homme à l'air mélancolique et profondément préoccupé. Il s'appelle Mustapha et est venu en France dans le but de finir ses études. En guise d'entrée en matière, je lui ai offert une cigarette et un diaboliquement et il s'est mis à raconter ou plutôt à se raconter :

« *Quand je suis arrivé en France, j'avais dans mes minces et modestes bagages un seul souhait : m'épanouir. Tu comprends, le mythe de la France était dangereusement ancré en moi. Ce mythe de couleur indestructible, aussi bien le gouvernement que les immigrés ont participé à son entretien. Savamment et sciemment. D'abord, le gouvernement t'impose un seul choix : ou t'intégrer, ou t'exiler. D'autre part, les immigrés en vacances au bled ressemblent plus à des dépliant touristiques ou à des cartes de trésor qu'à d'honnêtes prolétaires contraints de gagner leur pain à l'étranger. Rien n'y manque : le costume flamboyant, la 504 rutilante et les cigarettes américaines. En Algérie, la merde, pourvu qu'elle porte le label « made in France », fascine et exhorte à l'exil.*

Mustapha s'est tu, manifestement ému et il s'est détourné pour cacher ses larmes. Je me suis levé pour régler mes dettes. En attendant la monnaie, j'ai enregistré la conversation suivante entre un « *touriste* » algérien et un de ses compatriotes, ajusteur de son métier. « *comme tu le sais parfaitement, dit le « touriste », J'ai un très bon poste dans une Société Nationale et je peux t'aider à installer ta propre entreprise e? Algérie, en échange, tu me*



« *vends* » ta carte de séjour, tu démenages et moi, je te fais don, en plus de mon aide, de 25 000 dinars et un demi-million en anciens francs français ». L'immigré s'est empressé de donner son accord. Ces pratiques ainsi que d'autres non moins abjectes font légion. Et les migrants exploitent, entre autres, avec bonheur un filon goulument lucratif : en général, quand on sort d'Algérie, on a droit seulement à l'équivalent de 300 dinars en devise ; alors, on s'adresse à un immigré qui accepte le change à 100 %. par exemple, si le quémendeur reçoit 5 000 francs, il doit remettre le double à la famille de l'immigré en Algérie, soit 10 000 dinars. C'est le « *changement sans risque. Mais la perte est sèche pour l'Algérie car les mandats de l'émigration représentent la seconde manne de devises après celle fournie par les hydrocarbures* ... ».

La faim et l'angoisse me tenaillant, j'ai pris la résolution de manger un couscous. En regardant les tarifs, j'ai remarqué que l'inflation s'est engouffrée dans les bars mathrébins. Le couscous-boeuf est passé de 12 francs à 16 francs. Alentour, les gens ont déjà entamé leur dîner et mes voisins immédiats savourent leur confort en évoquant les permanentes pénuries qui affectent l'Algérie. « *Hier, il n'y avait pas de détergent, aujourd'hui, c'est la pomme de terre qui fait défaut et demain, ce sera probablement le tour d'une denrée vitale. Où allons-nous ?* » Déclame l'un en s'esclaffant. « *Si ça persiste et si jamais nous colonisons le Sahara Occidental, il y aura sûrement ... pénurie de sable !* » a rétorqué un de ses interlocuteurs. Et ils ont ri aux éclats. Dépité, j'ai hâtivement avalé mon repas au risque d'une indigestion. Quand je suis entré dans ce café, j'ai eu la vision d'un monde dissimulé sous un voile opaque. *J'ai l'impression d'avoir levé partiellement ce voile. Je peux donc sortir ...*

Reportage réalisé

Par : Rabah Mezouane



Les pieds nickelés de l'empire français

Le temps de l'ethnocide

Revenons au commencement. Quand en 1853, l'Amiral Fevrier-Despointes en prend possession au nom de Napoléon III, l'île est peuplée de 50 à 60 000 canaques. Les accrochages entre missionnaires qui veulent imposer leurs croyances et les indigènes servent de prétexte à l'intervention militaire. Le crucifix et le canon vont pouvoir imposer la « civilisation », extirper le « communisme » qui caractérise les rapports entre les individus dans la société canaque (pas de propriété privée, travail et vie collective...). Le meilleur moyen : bouleverser les conditions de reproduction de cette société en la refoulant sur les mauvaises terres, ce qui diminue ses moyens de subsistance, et en lui volant ses femmes. L'avenir de ce peuple est tout tracé : la mort ou le métissage.

Les premiers colons vont alors arriver en masse, développer l'élevage intensif et les cultures coloniales, au détriment des cultures vivrières. Les déportés et les bagnards suivent. L'administration pénitentiaire confisque des terres et installe des établissements agricoles avec plus de 1 600 prisonniers dont beaucoup de communistes.

« Citoyens mineurs » selon la loi, les canaques sont parqués dans des réserves dont la surface ne cesse de diminuer. C'est un peuple privé de ses ressources alimentaires (le bétail piétine tout), affamé, excédé par le comportement des colons qui se soulèvent en 1878. Cette révolte va durer un an et sera suivie d'une répression féroce avec une volonté plus forte d'ethnocide. « Les Néocalédoniens appartiennent à la race polynésienne et sont placés au dernier degré de l'échelle humaine... incapables d'aucun progrès, ni dans les sciences, ni dans les arts, ils tendent nécessairement à disparaître tout naturellement, et par le seul effet du contact et de la présence de races supérieures » (le journal « la République française » du 15 juillet 1879).

Le résultat ? Aujourd'hui, un siècle après, la population canaque est aussi nombreuse qu'au début de la colonisation, mais elle est devenue minoritaire (60 000 sur 140 000 habitants), et n'a dû sa survie qu'à sa résistance, et paradoxalement, à son exploitation dans la production du Nickel.

Le temps de l'exploitation du nickel

La demande en nickel s'accroît fortement après la 2^e guerre mondiale. Tout va être fait et défait pour le nickel. La société Le Nickel (SLN) fondée en 1880 est la seule qui extrait et traite le minerai, seuls quelques colons sont

Découverte en 1774, officiellement colonisée en 1853, la Nouvelle-Calédonie devient le far-west français à partir de 1865 : ranchs, fièvre de l'or-nickel, chasse aux indiens-canaques, tout y est. Avec beaucoup de poudre et de sang.

Le développement de la production de nickel marque celui de l'île. A la volonté d'entraide (élimination du peuple canaque) succède son exploitation capitaliste. Aujourd'hui, les effets de la crise et les luttes indépendantistes font de cette île, stratégique pour l'impérialisme français, une poudrière.

aussi extracteurs de minerai. Des investissements importants vont être réalisés par la SLN mais aussi pour elle (routes, logements, installations portuaires...). La production minière va ainsi être multipliée par 20 de 1946 à 1977.

Ce « boom du nickel » nécessite une main-d'oeuvre supplémentaire. L'administration française va alors « libérer » la main d'oeuvre canaque pour lui permettre de rejoindre l'avenir radieux du développement des forces productives. Le régime de l'indigénat (parquage dans les réserves) est supprimé. Mais les industriels vont accélérer l'immigration. Le personnel non qualifié a été aussi trouvé parmi les indonésiens, les fidji, les polynésiens, les Walliniens... diviser pour régner. Le personnel qualifié a bien sûr été recruté en métropole.

Cette politique d'immigration s'est poursuivie : de 1969 à 1976, 14 000 européens, mais aussi 8 000 Wallisiens et Tahitiens s'implantent dans l'île.

Aujourd'hui, l'île est peuplée d'environ 140 000 habitants, dont 60 000 canaques, 50 000 blancs et 30 000 Wallisiens, Tahitiens, Indonésiens et autres populations.

Le Nouvelle Calédonie est une société cloisonnée où la France a fait du racisme non pas un état d'âme, mais un mode de fonctionnement : sur les 60 000 canaques, 7 000 seulement ont un emploi salarié ; sur les 3 000 fonctionnaires territoriaux fin 1980, 18 % de canaques seulement (dont 60 % dans la catégorie D : la plus basse). Situations révélant toutes les inégalités et tout le caractère fallacieux du discours de l'assimilation.

A l'autre pôle de la société une masse de blancs qui s'accrochent à leur Eldorado.

Avec la « prospérité du nickel » la Nouvelle-Calédonie est devenue un pays de mono-production. Il représente 96 % des exportations. Parallèlement, le pays doit importer la presque totalité des biens de consommation et de production : de France (43 %), mais aussi d'Australie et de Nouvelle Zélande (11%). Seules subsistent difficilement les productions coloniales de café, de coprah (fabrication des savons et des corps gras) en diminution régulière d'ailleurs. Même l'industrie locale du

bâtiment connaît aujourd'hui une crise.

une crise violente. La société SLN fournit donc directement ou indirectement l'essentiel de l'emploi privé. Seul le tourisme se développe, le nombre de visiteurs et de journées de visite ont augmenté de 27 % de 1973 à 1977.

Ainsi quand le Nickel se grippe, la Nouvelle-Calédonie éternue. Or, depuis le milieu des années 70, le marché du nickel est en pleine déprime, ce qui se répercute au niveau de la production. Celle-ci est très concentrée en terme de société. Le marché est dominé par trois sociétés, deux Canadiennes : International Nickel Company (Inco n° 1 mondial) et Falconbridge (n° 2) et une française : le Nickel-SLN (n° 3) mais n° 1 pour le ferro-nickel et le NHP).

Les difficultés de la sidérurgie européenne, l'aggravation de la conjoncture U.S., la récession ou le ralentissement de l'ensemble de l'activité dans les pays Européens et au Japon ont fait fortement chuter au deuxième semestre 80 la consommation de nickel (-15 % sur 80 par rapport à 79).

Les groupes dont les activités reposent sur plusieurs métaux amortissent mieux les effets de la crise.

Le nickel n'est alors qu'un sous-produit peu coûteux.

Les effets de cette crise sont immédiats sur l'île : diminution de l'emploi et des ressources liées au nickel. Ainsi à la SLN, les effectifs ouvriers baissent plus fortement que la production, du fait de l'augmentation régulière de la productivité. En 1971, ils étaient 5 000 fin 79, ils ne sont plus que 2 700. La situation est identique chez les « petits mineurs » qui voient leur principal marché (le Japon) se tourner vers d'autres fournisseurs (Indonésie et Philippines).

Globalement, plusieurs milliers de canaques sont dans une situation difficile, laminés entre un mode de production qui pénetre progressivement leur vie et la structure tribale qui ne constitue plus une zone de repli en cas de crise. L'Office de la main-d'oeuvre reconnaît officiellement 5 000 chômeurs canaques. On estime, à l'inverse, que 5 000 seulement ont un emploi.

Et encore faut-il voir que le maintien du potentiel capitaliste de la SLN pose un problème.

Pour la troisième année consécutive, la SLN enregistre une perte : 593 Millions de francs très lourde en 1978 ; 131 millions en 1979, et 97 millions annoncés pour 1980.

Il ne s'agit pas de pleurer sur ces pertes pour IMETAL (les Rothschild) et ELF-AQUI-TAINE propriétaires à 50/50 de la SLN.

Cependant, on sait que les groupes capitalistes de cette importance acceptent mal de perdre de l'argent de façon continue, or les capitaux propres de la SLN sont aujourd'hui entamés à plus de leur moitié par le cumul des pertes 78/80.

Jusqu'à présent, les deux actionnaires se sont (de gré ou de force), engagés dans le soutien de la SLN et les avances qu'ils lui ont consenties s'élèvent aujourd'hui à 725 Millions de francs.

Tout serait dits « simple » dans une entreprise ordinaire : un plan de restructuration qui passe en premier lieu par des licenciements massifs et par une destruction du capital... Il ne peut en être ainsi : il s'agit d'abord de la « présence française » en Océanie et du problème de la lutte pour le contrôle des sources d'approvisionnement. Mais le coût impérialiste apparaît bien lourd aux financiers que sont les Rothschild. Le désir de trouver un autre partenaire ne cesse d'être affirmé... le plus probable l'Etat avec la COGEMA ou le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières).

Un territoire où il fait de plus en plus chaud

De 1975 à 1979, la position française était assez claire : rester coûte que coûte dans l'île. Depuis la situation est devenue plus complexe.

Après avoir révé en vain d'une départementalisation qui aurait verrouillé toute solution à la manière du problème corse, le giscardisme s'est efforcé de contenir les revendications indépendantistes en favorisant les partis blancs loyalistes dans les instances politiques territoriales. Mais les décisions importantes restent le monopole du Secrétariat d'Etat aux Territoires d'Outre-Mer, le « Conseil de gouvernement » et « l'Assemblée territoriale » se réduisent à un rôle de consultation. Le pays s'enfoncé dans l'assistance « de notre mère-patrie » qui n'hésite pas à rogner ses aides.

Ainsi, le budget attribué à la Nouvelle Calédonie connaît en 80 une baisse en volume... ce qui renforce les risques d'explosion.

Pour désamorcer cette poudrière, Dijod préconise une réforme foncière qui procéderait à la rétrocession des terres aux canaques. Mais le projet initial est amendé et verrouillé à l'Assemblée sous la pression des propriétaires blancs. Ces industriels matinés de latifundiaires et de marchands, contrôlent la vie politique et une bonne partie des moeys d'information. Ils préconisent une répression contre les nombreux autonomistes à la suite des manifestations populaires canaques pour l'indépendance (novembre 79). N'oublions pas que les forces armées représentent 7 000 hommes pour 140 000 habitants.

Mais la position giscardienne s'avère périlleuse ; obligée de céder quelques miettes aux populations locales largement insatisfaites, elle court le risque de se mettre à dos la bourgeoisie locale, non-canaque, prête à se retrouver éventuellement dans des réflexes de type rhodésien.

En effet, le paysage politique s'est transformé depuis quelques années. Sur le fond de crise économique et sociale, les mouvements indépendantistes se sont développés. En juillet 79, le Front indépendantiste a été constitué par l'Union Calédonienne, le Parti de Libération Kanake, le Parti Socialiste Calédonien, le Front Uni de Libération Kanake et l'Union Progressiste Mélanésienne.

Le sentiment de « fin de règne » que ressentent les propriétaires blancs les poussent à s'organiser avec, entre autres, la création du Mouvement pour l'Ordre et la Paix, sorte d'OAS locale qui bénéficie de la collaboration de la police.

L'évolution du Vanuatu (ex-condominium franco-anglais des Nouvelles Hébrides) où la France a été rejetée par la population, accentue cette ébullition.

Certaines déclarations françaises laissent maintenant sous-entendre que Paris respectera le résultat des prochaines élections locales. Or, les canaques votent à 80 % indépendantistes, et de plus en plus de non-canaques les rejoignent.

L'attitude giscardienne ressemble à un désengagement prudent d'une situation sociale explosive avec des références régulières à l'unité territoriale de l'Empire : « ne pas trop se dévoiler pour ne pas prendre de coups ». Mais les éléments stratégiques : les 200 milles marins des eaux territoriales aux richesses multiples (poissons, nodules), le dispositif militaire en Océanie, les réserves en nickel (47 % des réserves terrestres mondiales connues) restent déterminants. Le désengagement ne saurait se faire au prix de leur perte. Une chose est donc sûre, quelque soit le résultat des élections, la marche vers l'indépendance réelle sera difficile et la crise ne fait que commencer.

Frédéric Bricnet



En direct des Nouvelles Colonies

Aider les pauvres, ça peut rapporter gros

Nous avons expliqué la semaine dernière le propos de cette rubrique, à savoir examiner comment les pays industrialisés conçoivent le développement des pays du Tiers-Monde et « l'aide » qu'ils leur apportent (voir *Sans Frontière* n°22, page 13). Cette semaine, nous commençons à nous pencher sur des cas concrets : charité bien ordonnée commençant pas soi-même, voyons, à travers un exemple précis, comment la France « aide » les pays en voie de développement.

Le 27 avril dernier, le ministère français de l'Economie annonce l'octroi d'un prêt de 728,48 millions de francs à l'Egypte. Le protocole financier de ce prêt a été signé à Paris en présence de M. Abdel Aziz Zahwy, sous-secrétaire d'Etat au ministère égyptien de l'Economie et de la Coopération économique.

Que cela signifie-t-il ? Que la France accorde plusieurs centaines de millions de francs à l'Egypte pour que celle-ci puisse les utiliser selon son gré au financement de son propre développement ? Assurément, non : cette « aide » financière est assortie de conditions et de contreparties. Le désintéressement de la France ne va pas jusqu'à prêter de l'argent à un pays du Tiers Monde, ne disons même pas sans intérêts, mais pour que celui-ci en dispose à sa guise.

Ainsi le protocole signé prévoit que les 728,48 millions accordés comprendront un prêt proprement dit du Trésor français et aussi « des crédits... pour l'achat de biens d'équipements et de services français » (c'est nous qui soulignons). Les crédits débloqués serviront notamment au financement de la réalisation du métro du Caire et de la rénovation du réseau égyptien de télécommunications, qui seront assurées par des entreprises françaises. Voilà pour les conditions du prêt.

Qu'en est-il des contreparties ? Il est clair que lorsqu'un état industrialisé accorde un prêt à un pays en voie de développement, il ne se contente pas de l'assortir de conditions du type de celles qu'on vient de voir. Il exige aussi, plus ou moins directement, plus ou moins ouvertement selon les positions de force respectives, que soient octroyées, en-dehors du cadre même du prêt, des facilités et des priorités supplémentaires à ses entreprises nationales.

Or, la même semaine que le prêt accordé à l'Egypte, on annonce dans la presse financière

que la société Thomson-CSF vient de décrocher un contrat de plus de 300 Millions de francs en... Egypte ! La société en question se voit confier par ce contrat la modernisation du système national égyptien de contrôle de la circulation aérienne.

Thomson-CSF forme avec Thomson-Brandt un véritable empire français de l'électronique : 36,5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1980 pour Thomson-Brandt, et 22,3 pour Thomson-C.S.F. Thomson, c'est « l'électronique grand public » (Hi-fi, télévision, électroménager...) et surtout, actuellement, « l'électronique professionnelle » (audio-visuel, télécommunications, radars, systèmes d'armes...). On voit tout de suite l'intérêt que l'Etat français peut éprouver pour ce groupe !

Que ce contrat soit annoncé en même temps que le prêt à l'Egypte est déjà intéressant, mais l'histoire ne s'arrête pas là. La même semaine également, on annonce des mesures de réorganisation de l'état-major de Thomson-CSF : le président de la société s'entoure de quatre directeurs délégués, chacun à la tête d'une direction générale nouvellement créée. Et le hasard fait bien les choses : la direction pour les affaires internationales est confiée à Philippe Giscard d'Estaing.

Peut-être faut-il avoir l'esprit vicieux pour voir une corrélation entre ces trois faits annoncés séparément par la presse ? Mais il y a certaines coïncidences qui sont trop belles : la France accorde un prêt à un pays en voie de développement, pays qui accorde un contrat important à une société française dont le nouveau directeur pour les affaires internationales est un proche de Giscard !

Cet exemple montre bien comment un pays nanti tel que la France conçoit l'aide au développement d'un pays du Tiers-Monde.

TUNISIE

U.G.T.T.

Le congrès et après ?

Le congrès extraordinaire de l'UGTT, a terminé ses travaux, en élisant au Bureau Exécutif, pratiquement, les mêmes membres de la direction écartés en 78. Seul Habib Achour, l'ancien secrétaire général n'en fait pas partie, non autorisé qu'il était de sa résidence surveillée, à se représenter.

C'est ce qui explique les débats houleux, qui se sont déroulés tout le long de ce congrès. Deux lignes s'affrontaient : le congrès sans Achour, ou pas de congrès sans Achour.

Il semble bien que le choix de la ville de Gafsa, au-delà de la symbolique qu'il sous-tend dans la tête de tous les tunisiens, n'était pas neutre, et qu'il obéissait aussi à quelques « manœuvres ».

En effet, qui pouvait s'étonner que Gafsa soit quadrillée par la police et l'armée ? En fait, on a surtout refoulé des personnes qui n'étaient pas délégués à ce congrès, mais qui voulaient le suivre de plus près.

Gafsa étant aussi une région minière, il était normal, que son représentant au sein de l'UGTT, ait tenu un rôle non négligeable dans le déroulement de ce congrès. Houcine Ben Gaddour, dont la position était connue, a bien renforcé le courant qui sortira majoritaire, le courant dit des « légitimistes-conciliateurs ».

Mais au delà de ces péripéties, il est apparu clairement trois choses importantes :

Il existe un courant majoritaire qui a estimé, que l'existence d'une UGTT libre et indépendante, dépassait le problème de personnes, que posait la « question Achour ».

Les syndicalistes, qui ont tenté de maintenir le contact avec le pouvoir, depuis la crise de 78, sont sortis affaiblis de ce congrès (pour leur majorité, ils n'ont pas été élus. Le cas de A. Bouraoui est plus complexe. Mais la faiblesse de son

score, alors qu'il était le n° 2, avant 78, peut être expliquée par les contacts qu'il a eu avec le gouvernement Nouira).

Mais au delà des querelles de dénominations, le congrès de l'UGTT, s'il a consacré le courant des « légitimistes-conciliateurs » (le B.E. élu), a aussi renforcé le courant des « légitimistes-opposants », qui sont apparus, comme une force, avec laquelle il faut compter.

Conduits par A. Ben Azzedine, ils ont exigé la levée de toute exclusive contre Achour, comme un préalable indispensable à la tenue de ce congrès. N'ayant pas été suivi par la majorité des congressistes (ils sont crédités de 127 voix à leur sortie), ils ont préféré quitter le congrès.

Dans une conférence de presse tenue à l'extérieur, ils ont précisé qu'ils ne reconnaissent pas le nouveau bureau, mais qu'ils étaient prêts à travailler avec eux.

Ils se considèrent comme porteurs d'une certaine légitimité tout en reconnaissant la même légitimité au nouveau bureau.

C'est évidemment une situation confuse, à l'image de la situation de Habib Achour lui-même, car tout compromis passera par lui.



Taïb Beccouche

Mais il devrait au préalable retrouver sa liberté totale. Sinon, tout peut être possible et un appel à une scission de l'organisation syndicale pouvant même être lancé.

Le président de la République, qui était intransigeant sur la question de Achour, avant la tenue du congrès, le sera-t-il moins après ?

C'est une probabilité, mais non une certitude, dans cette petite Tunisie, qui se démocratise bel et bien, mais qui garde encore des traces profondes des conflits de personnes qui ont jalonné son histoire.

M.A.

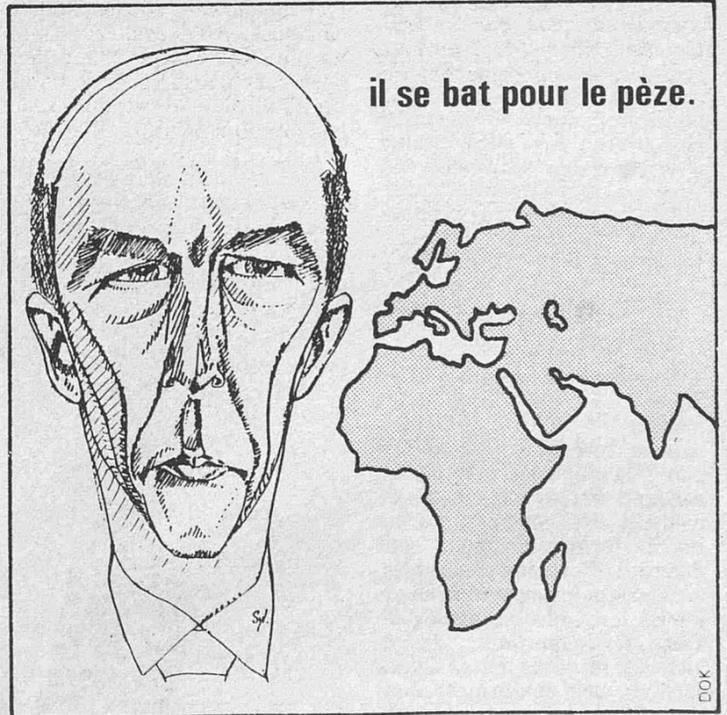
La nouvelle direction élue : Les membres du B.E.

Taïb Baccouche	344 (secrétaire général)
Houcine Ben Gaddour	334 voix
Khélifa Abid	320 voix
Khierredine Salhi	303 voix
Sadak Besbes	260 voix
Sadok Allouche	248 voix
Abdelhamid Belaid	241 voix
Mustapha Gharbi	225 voix
Abderrazak Ghorbel	215 voix
Abdelaziz Bouraoui	208 voix
Habib Ben Achour	198 voix
Naji Chaari	183 voix
Khierredine Bou Slah	196 voix

Un prêt accordé est doublement avantageux pour le pays qui l'accorde (sans même parler des intérêts perçus) : d'une part, une part en est directement reversée à ses sociétés nationales qui assureront les fournitures et services prévus dans les conditions du prêt (à la limite, l'argent n'a même pas besoin de sortir du territoire) ; d'autre part, le pays « aidé » est, de fait, obligé de faire travailler par ailleurs les sociétés du pays prêteur.

Le Tiers-Monde est donc source de profit aussi (surtout ?) quand on l'aide. Il représente un enjeu économique et politique tel qu'on s'est étonné à juste titre de ne pas le voir apparaître dans la campagne présidentielle du premier tour (voir les autres articles de ce numéro de *Sans Frontière*). Mais, s'ils n'en parlent pas, certains ne l'ont pas moins compris et mis à profit au mieux de leurs intérêts.

Antitrust



Affiche pour une "autre" campagne électorale

Le Tiers-Monde dans les élections :

Au terme de cette campagne présidentielle, une question mérite d'être posée : quelle place le Tiers Monde a-t-il tenu dans le débat électoral ?

Malgré les efforts des uns et des autres, ce problème a été marginalisé, pour ne pas dire ignoré dans les confrontations entre les grands candidats et les commentateurs de la grande presse, ne serait-ce que parce que la politique internationale n'intervient que pour 5 à 6 % dans le choix des électeurs.

A de rares exceptions près, le débat s'est passé comme si la France vivait repliée sur elle-même, sans attaches ni relations avec le reste du monde. Le reflet des diamants cachait l'assassinat des petits écoliers de Bangui, le sauvetage des blancs de Kolwesi dissimulait le soutien aux régimes dictatoriaux, et les propos tenus autour de la table de Varsovie renvoyaient à l'oubli le peuple Afghan et sa lutte actuelle. Les divers candidats y ont gagné peut-être des voix, mais le peuple français y a perdu.

Il a manqué une occasion d'être informé, d'être quelque peu bousculé dans ses certitudes et ses peurs imaginaires, et surtout de voir que son devenir est lié à celui de nos peuples, et que le changement ne peut pas se faire à l'abri d'un égoïsme bétonné.

Cette information nécessaire de l'opinion publique, quelque peu négligée par les quatre grands, a été la préoccupation principale des organisations « tiers-mondistes » qui ont préféré, pour la plupart s'adresser aux gens, au lieu de poser les éternelles questions aux candidats.

Ainsi le C.C.F.D. (Comité catholique contre la faim et pour le développement) a fourni à ses divers comités de base et à la presse un document où il rappelle l'urgence des problèmes et précise les transformations à amener.

Cette volonté de débat avec le public va de pair avec une volonté affirmée de lier les problèmes du Tiers Monde à ceux que rencontre la société française. « *il n'y a qu'un seul monde* » et « *les problèmes de l'hexagone ne sont plus dans l'hexagone* » affirme le C.C.F.D. dans ce document, alors que Frères des Hommes et Terre des Hommes montrent dans une déclaration commune comment la faim d'une partie de l'humanité s'accompagne d'une nutrition déséquilibrée dans les pays développés.

La Cimade, quant à elle, précise qu'elle « *n'a pas à soutenir tel ou tel candidat ...* », mais « *qu'elle se doit par contre, de poser clairement les questions essentielles qui lui viennent de son expérience ...* »

En vue de l'échéance électorale, la Cimade pose donc publiquement cinq questions portant sur les rapports entre la France et les pays du Tiers-Monde.

Si on ne peut pas encore mesurer le poids de ces diverses « mises en garde » et interrogations, il reste qu'au-delà du 10 mai, et quelque soit l'élu, le problème du Tiers-Monde a été soulevé et prendra dans les années à venir de plus en plus d'ampleur.

Sans Frontière qui compte y participer publie ci-après quatre contributions à ce débat essentiel.

un tiers de la production céréalière mondiale.

En matière d'exportation, les écologistes banniront l'exportation de techniques lourdes et inadaptées (centrales nucléaires). Ils privilégieront l'exportation des matériels légers, fiables, réparables et peu coûteux dans le domaine des outils agricoles et des énergies renouvelables.

5 — DEMULTIPLIER LA COOPERATION

La coopération intergouvernementale

Les écologistes soutiennent l'O.N.U. et ses agences spécialisées. Leur autorité devrait s'étendre aux organismes commerciaux et financiers internationaux. Mais d'autres formes de coopération volontaire sont souhaitables, notamment à l'échelle régionale (club du Sahel, accords de Lomé, O.U.A., etc...).

La coopération non gouvernementale

Mais l'essentiel est dans l'éclosion des formules associatives (O.N.G.) qu'il faut soutenir audacieusement (S.I.P.R.I., Amnesty, A.I.C.F., Croix-Rouge, A.F.D.I., Frères des Hommes, Médecins sans Frontière). Nous ne saurions mieux terminer en rappelant nos propositions pour le développement des associations.

Le programme des écologistes

Les quatre partis politiques situent d'abord l'action internationale de la France dans le cadre de la rivalité Est-Ouest. Les écologistes au contraire la situent d'abord dans le cadre Nord-Sud et appellent à une solidarité planétaire pour répondre aux besoins des plus démunis. Hostiles à la politique des blocs, les écologistes veulent favoriser une diplomatie associant l'Europe au Tiers-Monde et à la Chine.

Le gouffre qui s'accroît entre pays riches et pays pauvres constitue en effet la plus grave menace internationale. C'est ce gouffre, générateur de multiples tensions, qui sert d'aliment à la rivalité Est-Ouest.

Le développement du Tiers-Monde est donc une priorité.

Les écologistes proposent cinq orientations majeures à l'action de la France.

1 — REDUIRE LE GASPILLAGE

Les ressources doivent être affectées à ceux qui en ont besoin. Ce constat nous amène à proposer une réduction de la ponction des pays riches sur les ressources mondiales, réduction qui va de pair avec les conversions économiques proposées par ailleurs par *Aujourd'hui L'Ecologie* pour l'économie française.

2 — NE PAS VENDRE LA MORT

L'armement
500 millions de dollars ont été dépensés pour l'armement mondial en 1980. La dénucléarisation (création de zones de paix), la dénucléarisation (zones non nucléaires), le désarmement et le contrôle international du désarmement sont donc des efforts indispensables. La France doit soutenir les organisations internationales du Tiers-Monde qui tentent de régler les rapports entre Etats sans recourir aux armes (mouvement des non-alignés, O.U.A.).

La répression

L'un des drames du Tiers-Monde est la répression exercée contre la population par des gouvernements autoritaires ou une partie des élites contre d'autres élites. Les écologistes veulent favoriser l'action d'organismes comme *Amnesty International* ou le *Tribunal Russe*, et sanctionner par voie diplomatique les Etats répressifs.

3 — PARTAGER LE SAVOIR

La culture est indispensable au développement. L'échec du placage des idéologies et des modèles culturels du nord dans les pays du sud est de plus en plus manifeste. Pourtant l'information est monopolisée par le nord. Cinq agences de presse se partagent le monde. Les satellites de communication renforceront un monopole culturel déjà bien assis sur le matériel audio-visuel et la recherche scientifique. 95 % des chercheurs vivent dans le nord, même s'ils sont d'origine étrangère (exode des cerveaux). C'est pourquoi la France doit favoriser la circulation de l'information dans

le Tiers-Monde pour libérer les cultures locales, promouvoir l'usage international de langues du Tiers-Monde, fournir aux pays en développement des outils de communication décentralisée et une assistance à l'alphabetisation, réduire l'influence de la publicité, décoloniser enfin les techniques.

4 — SOUTENIR L'ECODEVELOPPEMENT

Réduire les échanges nuisibles

Les peuples du Tiers-Monde ont besoin d'autonomie et de sécurité dans la production alimentaire et énergétique. Nous proposons de *décourager progressivement les importations en Europe de produits agricoles de plantation d'origine tropicale* au profit du développement de l'agriculture vivrière. Nous suggérons l'instauration progressive d'une *taxe* à l'importation des produits agricoles du Tiers-Monde. Cette taxe alimentera un fonds de solidarité destiné à financer les efforts de développement de l'agriculture vivrière dans le Tiers-Monde.

Cette mesure serait encouragée d'une incitation à boycotter des légumes et fruits hors saison, importés par les multinationales et d'une *suspension totale des importations de viande* en France. La surconsommation de viande n'est pas utile à la santé et l'élevage réclame

Répondre au défi

A l'occasion de l'élection présidentielle, le CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement) a tenu à rappeler « *deux réalités qui, bien entendu, devraient aller de soi ... mais qu'il est nécessaire de souligner* :

- *les français ne vivent pas seuls sur le territoire national,*
- *la France n'est pas seule dans le monde* »

Nous publions ci-dessous la deuxième partie de cette tribune.

Que les Etats-Unis et l'U.R.S.S. soient lourdement présents, tout le monde le sait... et aussi les Etats pétroliers.

Mais le Tiers-Monde ? Nous avons tendance à l'oublier ou à ne voir nos relations avec lui qu'un chapitre supplémentaire (un prolongement de notre histoire coloniale : « Les liens historiques avec l'Afrique » ou nos « bonnes œuvres » : l'aide financière au Tiers-Monde) ou un élément de notre politique commerciale...

Selon nous, les relations « Nord-Sud » doivent être un champ d'action privilégié de notre politique étrangère. Un engagement de ce type implique des modalités de développement : une concertation ; un but : élever les niveaux de vie et de santé et réduire les inégalités qui ne font, hélas, que

s'accentuer entre pays industrialisés et Tiers-Monde au détriment, d'ailleurs, de l'économie mondiale.

Se ranger au côté des non-alignés, se donner comme objectifs la satisfaction des besoins essentiels de tous dans le domaine de l'alimentaire, de la santé, de l'éducation, c'est penser notre économie, ce n'est pas lui nuire ; c'est contribuer à la paix bien plus que par l'actuelle politique d'armement.

En résumé :

Vis-à-vis des « immigrés » : reconnaissance de leur place dans la nation.

Vis-à-vis du « Sud » : réponse au défi de la faim et élaboration d'un nouveau type de relations entre les peuples, fondé non plus sur l'exploitation et la domination, mais sur la mise en oeuvre de véritables solidarités.

C'est par les positions concrètes qui seront prises en ce domaine que se présentent les choix réels des candidats quant au type de société et de civilisation qu'ils entendent promouvoir.

Les associations réunies au sein du C.R.I.D. entendent juger leurs programmes sur ces propositions.

Le C.R.I.D. (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement) regroupe quinze associations.

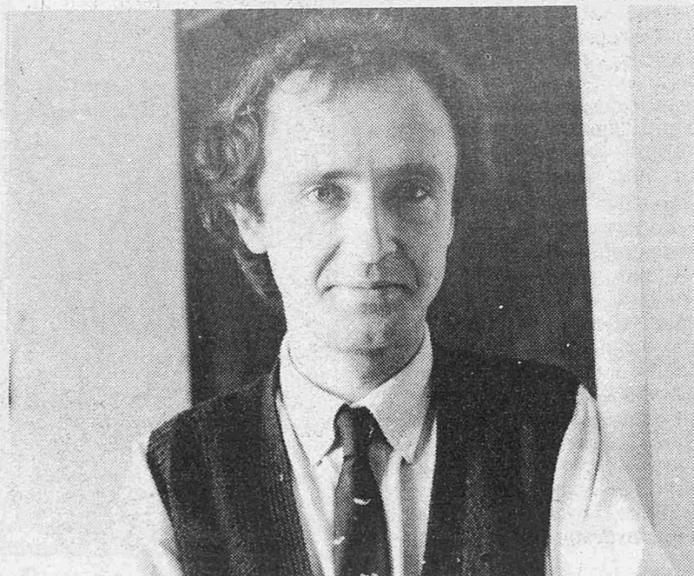


Photo Henri-Carlier Bresson

SANS FRONTIERE

Mais qui leur a demandé leur avis ?

« Le tiers-Monde et les élections présidentielles françaises » a demandé le Rédacteur en chef. C'est le sujet traditionnel que l'on se croit obligé de traiter une fois tous les sept ans. Il est d'usage, à cette occasion, de dresser le bilan de politique étrangère du gouvernement français et de conclure en suggérant que l'un des candidats en présence serait susceptible d'apporter un changement notable aux relations de ce pays avec le tiers-Monde.

Mais le Tiers-Monde en question, pour un pays comme la France, c'est d'abord et surtout ses anciennes colonies, si l'on admet qu'elles soient réellement décolonisées et que la France n'ait plus que des rapports honnêtement paritaires avec ses ex-dépendances, au nom d'une morale qui aurait triomphé au cours des années soixante, grâce à l'action conjuguée des peuples en révolte et des vrais démocrates français. D'hypothèse en suppositions on nage en plein délire. On prolonge la mystification historique qui a pris des allures de schizophrénie collective. On fait, en bonne conscience, comme si le pillage du dit tiers-monde ne s'était pas considérablement accru et systématisé depuis ce qu'on a appelé, à la suite d'un beau rêve, les années de l'Indépendance. En Afrique, sur les marchés de Brazzaville, de Dakar et d'ailleurs, de plus en plus démunis, on dit couramment « avant » ou « après l'indépendance », celle-ci étant considérée comme un événement historique, une grande fête, certes inoubliables, mais qui appartenaient au passé.

On ne peut nier qu'il y ait eu des changements. La vie, même si ce n'est pas une existence, ne s'arrête pas. L'émigration non plus. Au contraire. On pourrait s'en réjouir. Pourquoi pas ? Ce n'est pas un journal comme « Sans Frontière » qui se plaindrait des progrès de la libre circulation. Sauf que, dans la plupart des cas, le voyage de l'émigré, candidat à un emploi de manoeuvre ou de balayeur, a beau coup plus de similitudes avec l'équipée du fugitif qu'avec la ballade touristique. Ces émigrés qui risquent tout pour devenir immigrés sans droit aucun, sont des « réfugiés économiques » de pays dépendants pour l'essentiel de leurs besoins, comme l'exploitation de leurs ressources.

Mais il ne faut blesser personne. Quelques rares états disposent des moyens de dialoguer avec le pouvoir ex-colonial. Curieusement, ils fournissent, en plus du pétrole et du gaz, le plus grand nombre de travailleurs émigrés. C'est probablement qu'on ne liquide pas rapidement et facilement les séquelles du colonialisme, même après une « lutte de libération au-dessus de tout soupçon ».

Et la France c'est quoi, pour le tiers-monde ?

Des armes, principalement conçues pour la répression d'éventuelles révoltes populaires ; des produits de consommation aussi indispensables que le camembert pour le Congo ; des journaux gouvernementaux, « le Monde », et « Libération » étant réservés, quand ils sont interdits, aux « responsables » ; des experts spécialisés dans les questions générales et des coopérants qui font ce qu'ils peuvent pour survivre ; des films avec les belles têtes intelligentes d'un Alain Delon ou d'un Louis de Funès. C'est encore Radio-France-Internationale avec Mireille Mathieu, Aznavour, Chancel et les journalistes autorisés que vous savez, tous représentatifs de la vraie France satisfaite d'elle-même.

Un changement de société, puisqu'on en parle, en France, pourrait-il modifier cette histoire de fous obscènes, bavants et sanglants, racontée par de prétentieux imbéciles ?

Des militants chrétiens le pensent. Ils sont dans la lignée de ceux qui, il y a vingt ans, apportèrent leur aide inconditionnelle aux colonisés en lutte pour en finir avec l'injustice et l'oppression. Ils estiment que « rien ne changera dans le Tiers-Monde sans changements préalables en Occident et en particulier en France ». Personne ne peut sérieusement mettre en doute leur bonne foi, ni l'interdépendance des peuples de

cette planète qui se rétrécit comme une vieille pomme. Mais peut-on soutenir qu'une telle action, jamais tentée, devrait être engagée d'abord en France et en Occident ? Certes, il lui faudrait une base à cette révolution, appelée à changer la vie du monde, cette gigantesque révolution à côté de laquelle toutes celles du passé pourraient être ramenées aux dimensions plus restreintes de vulgaires coups d'états. Il est également vrai que les occidentaux et singulièrement les Français vivent au-dessus de leurs véritables moyens grâce à l'héritage colonial séculaire qu'ils ont pieusement recueilli. Il est encore et toujours vrai que les relations Nord-Sud constituent un honteux scandale qui doit ou devrait cesser. Mais pourquoi écarter a priori, ne serait-ce que temporairement, les principaux intéressés, ceux qui dans le Tiers-Monde, payent le gaspillage ?

Il est clair qu'un véritable changement suppose une mobilisation d'une ampleur sans précédent, auprès de laquelle les pratiques électorales, même démocratiques, apparaissent dérisoires.

Quelques soient les avatars et le résultat de cette consultation, la décolonisation du tiers monde reste à faire. En attendant, il continue de s'appauvrir. Et il ne votera pas dimanche. Qui lui a jamais demandé son avis ?

Serge Michel

Ancien conseiller de P. Lumumba

Une option mais pas seulement pour la France

Les travailleurs français se préparent à élire leur président, cet homme qui conduira les destins de la France durant les sept années à venir. On perçoit cette sorte de muette agitation d'espoir que la rue nous communique. Cette fois, peut-être, les travailleurs ne seront pas frustrés à nouveau. Mais, dans cette France, l'espoir n'est pas seulement pour les travailleurs et les travailleuses français. Non, une grande masse silencieuse, ou pour mieux dire, honteusement réduite au silence, ose commencer à rêver... « et si les choses changeaient vraiment ? ». Eux, les milliers et milliers de travailleurs non français qui, lorsqu'il s'agit de payer des impôts ou de faire les travaux les plus durs et les plus ingrats, sont alors « comme tout le monde », mais qui ne possèdent aucun droit pour choisir celui qui va décider, dès plus hautes sphères, de leur vie. Eux aussi attendent, eux aussi sont confiants.

Mais, nous ne devons pas nous tromper, le vrai candidat qui les représentera ne sera pas celui qui se conformera de « ne pas être raciste ». Bien au contraire, ce que nous pouvons vraiment attendre et demander avec eux, c'est que finalement, un vrai changement de politique leur donne leurs vrais droits, c'est à dire, tous les droits civiques dont doit bénéficier tout travailleur qui habite et qui produit en France.

Et d'autre part, il y a nous, les exilés et les réfugiés qui, grâce à la vieille tradition de lutte pour la Liberté du peuple français, bénéficions de l'a-

sile que ce peuple nous offre. Mais, lutteurs que nous avons été dans nos patries pour la liberté, nous ne sommes ni aveugles, ni sourds à l'évolution politique de notre « terre d'asile ». Surtout lorsque, non sans étonnement, nous constatons que certains hommes politiques dont VGE tentent de se servir de nous pour, tout en jouant le jeu des faux droits de l'homme, aider et négocier par derrière avec les dictatures qui massacrent nos pays.

C'est pour cela que, comme latino-américain, je ne peux oublier que par exemple, à la même époque où nous fûmes libérés et expulsés vers la France pour « apaiser les esprits »,

VGE vendait des armes à notre dictature sous la protection d'une grande campagne publicitaire autour de notre libération. Mais tous les hommes politiques français ne sont pas pareils, et c'est ainsi que nous nous souvenons que, lorsque VGE recevait à l'Élysée avec tous les honneurs, l'un des membres de la junte militaire chilienne, le seul homme politique de France qui fit entendre sa voix contre un tel scandale fut François Mitterrand. C'est pour cela que, lorsque nous voyons celui qui s'est battu jour après jour à nos côtés pour la défense des droits de l'homme et la dénonciation des dictatures (et de ceux qui, avec leur soutien économique et militaire, sont leurs complices), nous ne pouvons faire moins que dire que, si nous sommes réellement pour les droits de l'homme, nous sommes alors pour l'élection de Mitterrand.

Miguel Benasayag

La mort de Bobby Sands

« L'alouette et le combattant de la liberté »

Dès l'annonce de la mort de Bobby Sands, l'I.R.A. a décrété un deuil national de trois jours, les drapeaux irlandais drapés de noir ont fait leur apparition sur Falls Road à Belfast. Agé de 27 ans, le porte-parole des détenus républicains de la prison de Maze-Long-Kesh a succombé à 66 jours de grève de la faim. Officier chargé des relations publiques par ses camarades, sa tâche consistait à faire sortir de la prison leurs déclarations, à mener les négociations avec les autorités pénitentiaires, ce qui lui a valu de nombreuses semaines de « mitard » au cours de ses sept années passées en détention.

Elevé dans un quartier protestant de Belfast, il en sera chassé avec sa famille, parce qu'ils sont catholiques, on ira jusqu'à tirer des coups de feu dans les vitres des Sands... Plus tard, lors d'un

contrôle effectué par des paramilitaires protestants, il se voit contraint par la force à renoncer à son emploi d'apprenti-mécanicien. Il rejoindra alors l'I.R.A. justifiant ainsi son choix : « J'avais vu trop de maisons dévastées, de pères et de fils arrêtés, de voisins blessés, d'amis assassinés, trop de gaz, de meurtres et de sang ».

« Prisonnier politique irlandais, homme sous la couverture et républicain » comme il le disait lui-même, Bobby Sands était tout cela à la fois, il écrivait également des poèmes et des articles qui sortaient clandestinement de la prison sur de minuscules morceaux de papier hygiénique. Ces écrits étaient publiés régulièrement dans l'hebdomadaire de Sinn Fein (la branche politique de l'I.R.A.) : « Republican News ». Dans son es-

sai intitulé « L'alouette et le combattant de la liberté », Bobby Sands parle de la lutte d'un prisonnier politique : « Mon grand-père m'a dit un jour que la mise en captivité d'une alouette est un crime d'une grande cruauté, car l'alouette est l'un des

plus grands symboles de la liberté et de la joie... Je me sens des affinités avec ce pauvre oiseau... Je suis un prisonnier politique, un combattant de la liberté... On

m'a retiré mes vêtements, enfermé dans une cellule vide et sale où j'ai subi la faim, les coups et les tortures... Mais l'esprit de liberté qui m'habite ne peut être éteint... ».

Franck Roussel



Photo DE

La France contre l'Afrique Maspéro contre la France ?

La réapparition de la publication « *Tricontinental* » (ale) par la maison d'édition Maspéro est sans aucun doute un événement dont nous pouvons être contents. Surtout, à une époque où la parole, et plus précisément la parole écrite, trouve de plus en plus de difficultés pour se faire une place. Mais si la parole contestataire peut se plaindre de ces difficultés, cette réalité se voit multipliée dans le cas des étrangers ou des français anti-impérialistes qui ne sont pas d'accord avec le silence complice des grands.

Nous connaissons toutes les difficultés que traversent les petites maisons d'édition comme Maspéro, et nous savons aussi quelle peut être la dangereuse réalité de demain si ces petites sociétés d'édition plus ou moins indépendantes disparaissent. Le monopole des grandes sociétés éditrices signifie à n'en pas douter un danger pour la culture en général et plus encore ouvre les portes à une possible censure incontrôlable qui, d'autre part, viendrait s'inscrire à l'intérieur du large courant de restriction des libertés qui a caractérisé les sept dernières et tristes années en France.

Dans le cas concret qui nous occupe, ce numéro de la « tri-

continentale » nous intéresse particulièrement à « *Sans Frontière* » car, par son sérieux

aussi bien que par sa qualité, il représente certainement le courant de pensée au sein duquel nous existons.

Nous pouvons trouver, dans ce numéro de « *Tricontinental* » et à travers ses différents articles, une réflexion sur l'Afrique d'aujourd'hui, en même temps qu'une analyse des rapports de la bourgeoisie française avec l'Afrique et avec cette masse de travailleurs africains qui, pour des raisons diverses, se trouvent en France, dans une sorte de préface-article avec laquelle François Maspéro commence ce numéro de la publication, il dit que l'un de ses objectifs est « donner la parole en tant que possible à ceux qui vivent ces problèmes et mènent en avant ces luttes ».

C'est sans doute cette invitation le fondement de l'intérêt concret de ce numéro de « *Tricontinental* ».

Face à la grande présence de français parmi les auteurs des différents articles, nous pouvons penser que, comme nous l'avons d'ailleurs dit à plusieurs reprises à *Sans Frontière*, cette France du métissage, cette France plus belle et plus libre des métèques, nous de-

vons la construire coude à coude avec tous les français qui, par rapport à la France de VGE, se sentent totalement métèques.

Miguel Benasayag

Chronique : Le numéro d'avril vient de paraître. Mensuel de la section française d'Amnesty International, ce numéro comprend un long compte-rendu de l'Assemblée Générale annuelle d'A.I. France, et diverses informations sur la violation des Droits de l'Homme.

Chronique : n°62, 7 francs. A se procurer à A.I., 18 rue Théodore Deck, 75015 Paris.

CHRONIQUE

d'informations internationales sur les droits de l'homme, les prisonniers d'opinion, la torture, la peine de mort



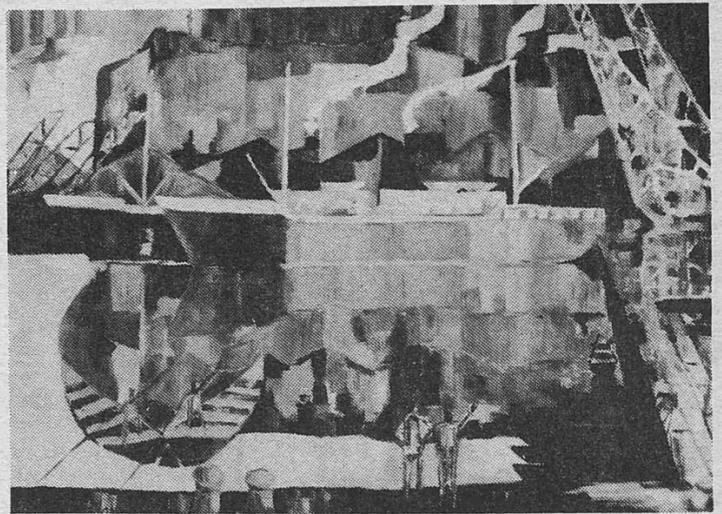
Campagne Corée du Sud

Plus de 5 000 prisonniers libérés depuis début mars. Mais les prisonniers politiques continuent en vertu de la loi anticomuniste de rester toujours détenus.

Communautés nouvelles, revue trimestrielle de l'A.C.F.G.; mouvement féminin d'action catholique consacre sa dernière livraison aux femmes immigrées. Intitulé « Malika, Gloria... Colette, Simone et les autres », ce numéro comprend des témoignages de femmes immigrées et françaises.

Communautés Nouvelles n°67, 12 francs. A se procurer à l'A.C.F.G., 98 rue de l'Université, 75007 Paris.

Un peintre de l'île Maurice



J'ai rencontré Hervé Masson en décembre 1973, à l'île Maurice. Je découvrais son pays, avec émotion. Tant de beautés alliées à tant de douleur. Des touristes y trouvaient des joies, à même le sable, sous les cocotiers. Des milliers de jeunes cherchaient un embarquement à n'importe quel prix, comme on s'évade d'une prison. Sous les bras, j'avais un dossier brûlant : celui des émigrés. Les négriers avaient inversé les flux de la traite. Maurice, terre de chômage, était un réservoir de main d'oeuvre pour l'Europe industrialisée. Hervé Masson sortait de prison. Pour avoir troqué ses pinceaux contre une plume enflammée, à la direction de son quotidien *Le Militant*, le pouvoir en place venait de lui infliger une lourde blessure. Le mouvement de libération nationale venait d'échouer. Le polémiste était baillonné et son journal mis sous scellés.

Je lui expliquai les mécanismes de la nouvelle traite. De ses cartons, il sortit et me montra des dessins réalisés dans l'infortune de l'emprisonnement, notamment la série narrante l'histoire de l'esclavage.

La prison avait ravivé l'ar-

tiste, sans pour autant, à l'époque, abattre le politique. Ce goût étrange du politique qui l'a conduit hors de l'atelier, ne s'analyse guère dans son oeuvre. Peu de toiles laissent filtrer sa passion. Et pourtant, le fait de peindre dans le contexte mauricien d'après guerre, pour un fils de l'oligarchie blanche, colonialiste, bourrée de préjugés, opérant une rupture. Dans cet enfer de préjugés, déjà évoqué par Malcolm de Chazal, il fallait être solide pour ne pas capituler. Hervé Masson résistera. Il introduira l'art moderne à Maurice. Peintre inspiré par A. Lhôte, il affronte l'incompréhension et multiplie les scandales. A Maurice, les révolutions ont une génération de retard. Hervé Masson veut rattraper la peinture contemporaine. En 1949, il débarque à Paris, où l'attendent le poète Loys Masson, son frère, et un groupe d'amis lié aux Lettres Françaises et à J. Paulhan.

Il exposera ses dernières oeuvres, des « *chutes de bois peintes* » à la librairie Rumeurs, 49 rue de Soubise à Dunkerque. Du 15 au 29 mai.

B.L.

Publicité

Une co-édition CinémAction TUMULTE CINEMA CONTRE RACISME

160 pages — 30 F

Deux revues, un même combat

CinémAction et *Tumulte* ont décidé d'unir leurs efforts dans un même objectif : contribuer à donner, à tous ceux pour qui le combat anti-raciste est la forme élémentaire de la solidarité, des moyens de réflexion, de débat et de dénonciation.

L'ère des bulldozers

Avec les bulldozers de Vitry commence une nouvelle ère pour l'immigration ; un racisme plus insidieux et plus sournois, plus dangereux aussi. A la traditionnelle politique du ghetto et de la discrimination du pouvoir et des appareils d'Etat répond la politique des quotas, des numerus clausus, du seuil de tolérance... La ratonade se double aujourd'hui de la raison du sociologue.

Le cinéma et l'immigration

Une remise en perspective par thème des films anciens et récents ayant trait à l'immigration : Visage des communautés immigrées — Les situations types — Démarches esthétiques — Les problèmes de la seconde génération — La fréquentation des salles spécialisées — Un acteur immigré : le "bougnoilisme" — La femme dans le cinéma de l'immigration — etc.

Un instrument indispensable

Dans ce numéro spécial de *CinémAction* et *Tumulte*, vous trouverez recensés l'ensemble des films ayant trait à l'immigration et au racisme, avec un générique, un résumé du scénario, le réseau de diffusion, les moyens de les faire projeter.

Souscription 25 F au lieu de 30 F

CinémAction TUMULTE

Nom Prénom

Adresse

désire recevoir numéros *Cinéma contre Racisme* au prix de 25 F l'exemplaire (chèques à l'ordre de la SET) — Retourner à : SET, 26 rue Feydeau - 75002 Paris

Les indiens d'Amérique

Il est de ces colonialismes barbares qu'on ignore totalement et je veux parler ici de ceux imposés aux nations indiennes d'Amérique par les européens.

En effet, la colonisation a été accomplie par une guerre à outrance avec leur cortège de massacres, de déportations et de désespoir, en un mot, par un ethnocide généralisé qui a eu pour seul objectif : détruire les nations indiennes !

La résistance des nations indiennes a été telle, qu'elle a obligé les colonialistes à adopter différentes tactiques ; dont certaines étaient soit-disant « légales » : le

système des réserves ; des traités bidons qu'on viole à volonté ; le commerce et l'alcool ; la méthode « *civilisatrice* », c'est à dire l'évangélisation des indiens tout en leur prêchant la résignation et l'acceptation de l'ordre du système colonial, etc ...

Cependant, malgré tous les efforts et les pressions imaginables, que ce soit aux Etats-Unis, au Canada ou en Amérique Latine, pour convertir et « *civiliser* » les « *sauvages* », afin de tuer la culture de l'indien et son intégration dans un ordre social pourri et corrompu du monde occidental, les communautés indiennes résistent, s'or-

ganisent et luttent pour leurs droits légitimes à vivre en indiens libres et ce, depuis presque 500 ans !

Dans ces conditions, il est heureux de constater la parution d'un excellent bulletin intitulé « *Amérique Indienne* » qui fait connaître l'histoire, les aspirations et les luttes des peuples américains et Inuits d'Amérique.

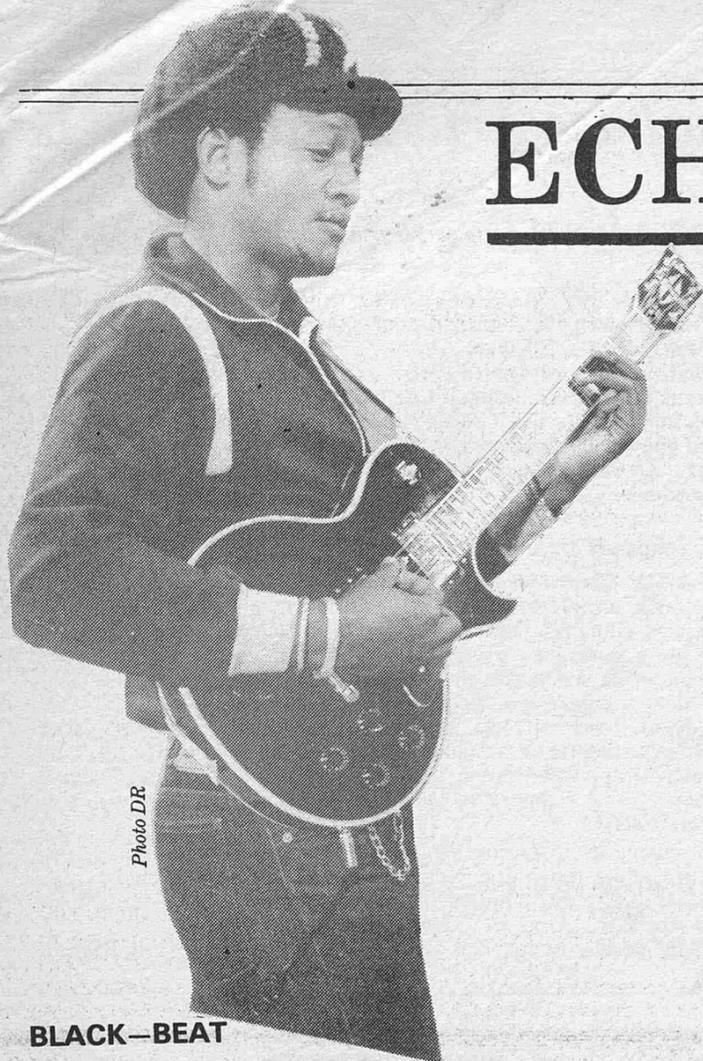
Pour d'autres informations et abonnements à ce bulletin, écrivez à :

Mlle Danielle Faure - 119 rue Saint-Denis - 75001 Paris.

Mohamed Bouti

ECHOS DU TAM-TAM :

L'été sera d'une nègre musicalité



BLACK-BEAT

& Co pour ...

Pour ne pas changer, l'été sera d'une nègre musicalité. Signes précurseurs, Papsa James Brown fait délirer l'Hippodrome et Burning Spear enflame le Palais des Arts, (voir SF N° 9). Puis vient le temps mort précédant la frénésie. Les neurones de communications se mirent à « sinusoider » fébrilement saisies de transes rythmiques. Pire que pour Marley qui d'ailleurs se porte mieux, il bosse un max sur son prochain L.P. depuis, l'effet Fela : fallait bien un évènement musical noir nouveau (le mec il a 40 berges et la civilisation le découvre). Bref tous les canards branchés, c'est dire au courant sur la zi-zic négro-afro, qui bien qu'ayant de belles pompes en sont souvent à côté (style les tresses à la Bo-Derek, et à quand le stress à l'africaine) ont tartiné jusqu'à sur l'homme de Kalakuta. Mais entre nous, de vous à moi, le reportage le « plus-mieux » sur Fela, eh bien c'est dans SF N° 15, 16, 17, parce-que Fela et sa pensée n'ont pas subi, en cours d'articles, quelques édulcorations on ne peut plus journalistiques. Passons deux semaines après Manu Di Bango à l'Hippodrome (on y achève bien le public des fois). Cette même presse, exotiquement branchée, n'ayant pas reçu la claque de l'année au show de Fela, classait définitivement Manu dans la catégorie des « has been ». D'où de ridicules bouts d'articles, bien salés même. (Heureusement Zorro et Tarzan veillaient au grain Cf Sans Frontière n° 16, 17). Pourtant ce soir-là, il s'est passé quelque chose à Pantin. Musicalement, une parfaite harmonie entre les musiciens (antillais, camerounais, congolais) qui ont fait plus qu'assurer une totale symbiose de leurs horizons musicaux diversifiés sous l'égide de Manu (jazz, jazz-rock, makossa, funky, etc ...).

Mais c'est surtout l'ambiance, le courant, qui passaient sur la scène qui laissent entrevoir de nouvelles perspectives - ne parlons pas des choristes sexy dont une, aux dires de certains, dansait nue : faisait-il si chaud que ça ?

... une presse débranchée

Il y avait tous les ingrédients pour faire un super concert, à part de temps à autre, la sono qui déraillait. Tout sauf un public record, et ce, grâce à la presse ... Grosso-modo, les musiques « francophones » Biguine, Cadence, Gro-ka, Makossa, soukouss, cavacha, etc ...) sont considérées comme typiquement folkloriques ; mais les musiques « anglophones » (Soul, Funky, reggae, afro-beat,) sont des musiques modernes apportant de nouvelles solutions musicales. Ainsi en ont décidé les branchés : c'est le Yalta de la musique noire. Evidemment quand on a l'une de ces étiquettes, il ne faut pas faire autre chose. Donc la musique africaine qui n'est pas du folklore (ces messieurs sont un peu embêtés pour Fela car il est plus que politisé et anglophone, et d'un autre côté, il est africain) ne peut en aucun cas être une solution musicale moderne acceptée. Pensez-donc ! du gros-ka au hit-parade, on encre Eugène Mona flirtant en pool position avec les pros du hit parade : c'est trop dangereux, car ça dépasserait les étiquettes imposées. Bref, vous entendrez à tout va que l'Africain a le sang chaud, le rythme dans la peau, et la peau noire : un martien quoi - que les roots de la plus grande musique de ce siècle, une musique noire le jazz et de toutes les musiques noires (en passant par la Samba, la Bossa-Nova, la Pachanga) viennent d'Afrique, la Terre-Mère. Ceci est admis par tout

le monde ; un truisme quoi, avec des soupçons de Lapalissade. Trop paradoxalement, en Afrique, Terre-mère des origines, il n'y a jamais eu de courants ou de solutions musicales nouvelles et élaborées, mais seulement ce bon vieux sempiternel folklore. Bien sûr, il existe quelques exceptions : Makeba, Osibisa, Dibango, Masekala, Bebey, Fela, qui, ayant une audience internationale, ont quand même dépassé ces sacrées limites folkloriques. Malgré tout ça, ces artistes ont toujours été présentés comme des individualités échappées de leur terroir culturel. C'est pour cela qu'on considère qu'ils ne représentent pas de courants musicaux précis. Cette histoire-là même de vouloir compartimenter en folklore antillais, africain figé et sans interpénétration est des plus fallacieuses et frise même un peu cette aliénation dite (à juste titre) culturelle ; alors que les artistes noirs revendiquent l'existence réelle et évidente de la Diaspora Noire (cf SF n° 13, Henri Guédon). Que voulez-vous en France, les « longs crayons » de la musique ont mis au moins 10 ans à comprendre qu'il existait bel et bien un rock français. Donc la bonne

info sur la musique noire, ce n'est pas demain la veille : alors, dormez bien.

Station Makossa

Direction Afrobeat

Revenons-en à nos musiques africaines que vous allez de plus en plus entendre, incessamment sous peu. On reproche à la musique de Fela de ne pas avoir trop changé (tout en étant toujours aussi excellente) et de trop mettre la politique la même partout. On reproche à Dibango d'avoir une personnalité musicale des plus floues et d'être commercial (alors que cet excellent musicien est un jazz-man convaincu et convaincant). Tout ça pour vous dire que sur des plans différents, les Osibisa, Fela, Makeba, Manu etc ... sont des points de repères importants pour les jeunes musiciens noirs.

Trêve de blablabla. Prenons le métro et allons faire un tour dans l'undreground musical noir à Paris (Babylone pour les intimes, Bwana sur Seine pour les branchés) où ça déménage sérieusement ces temps-ci. Bovick, auteur compositeur-interprète zairois, très très balaise, prépare son show (6 mai) à la FAC

de Nanterre et croyez-le, il sait de quoi il s'agit en musique ; aux chœurs Sissy, Medy et Cathy, les éphémères Tree Points qui assurèrent le chorus de « Nam Lambo » de Bill Loko, toujours 2^e au hit-parade camerounais, derrière « Yoma Yoma » de Dinna Bell (chœurs par les mêmes), dont le dernier L.P. est sorti : les makosseurs et makosseuses patentés en ont même mal aux reins, tellement ça déménage. Pour en revenir à Bovick, après son récital, il entrera en studio pour préparer son prochain 33 T. Autres 30 cm, en cours de mcrossillons, Toto Guillaume, avec le groupe de musiciens de studio qui tourne le mieux actuellement, j'ai nommé Alahdji Toure (basse), Manga, Priso (cuivres) Toguy (guitare), E.D. Wesley, C. Vamur V. Lobe (batterie), Chrs Sissy, Irène et Maité. Jacky Ndoumbé prépare aussi un L.P. avec les mêmes

Ekambi Brillant est en tournée au Cameroun avec Slim Pezzin. Kenny Clark, Lou Bennett, Tania Marie ont joué au Cameroun et ce grâce aux bons soins de Manu (à suivre).

Dina Belle est en tournée au Cameroun : ça « kossa » dur. Abeti a sorti son dernier L.P., « 10^e anniversaire » musique Sam Massamba : excellent. Bill Loko en studio, pour un L.P. qui promet.

Ophélio (Maracas d'Or) a vraiment fait un malheur (ouaié !) au théâtre de la Renaissance. On en parle encore ; en première partie Hypomede (chanteur antillais dur) fut très remarqué et apprécié. P.R. a produit le dernier Ibo Simon et le dernier Tum Black (groupe on ne peut plus prometteur ; si vous voulez faire danser vos verres dans vos armoires, mettez Tum Black sur votre platine et poussez un peu loin le volume). Que dire des derniers 45 maxi et 33 t. de Guédon, à fatiguer vos jambes piquées de salsa. Pour la fin du mois, celui qu'on attend, Eugène Mo na : espérons qu'Akenden-gue sera là.

Culture au Palais des Arts, comme pour le second show de Spear, le second show de Culture a été saboté par des enfoirés qui ont lancé de la poudre à éternuer (non pas à sniffer) dans une bouche d'aération (pour SPEAR, c'était une lacrymo). Après avoir été une mode, le reggae dérangerait-il ? Alors, messieurs les branchés, indignez-vous ! Que diantre ! Nos musiques ne sont pas des effets de mode, car elles sont un reflet de notre vécu, de notre culture, et une culture ne saurait en aucun cas être une mode, quelques soient les brimades ou les silences perfides qui pèsent sur elle.

H.D. Kala Lobé

Revue et corrigée

Le dernier numéro de l'Economie en question est paru. Cette revue est réalisée par un collectif désireux de faire une revue présentant une information et des analyses claires et aussi rigoureuses que possible.

Il ne s'agit pas d'une publication de parti ou d'organisation, bien que le projet ne soit pas neutre : fournir une autre information économique apportant des éléments critiques à tous ceux qui en ont besoin (syndicalistes, enseignants, étudiants ...)

Au sommaire :

- Un dossier sur le textile « La France déshabillée ? » analyse les restructurations et les perspectives pour l'emploi dans ce secteur.

- la belle histoire Matra-Hachette ou comment on « réussit » un coup de bourse.

- une radioscopie de l'hôpital : comment on recrée une médecine de riches et une médecine de laissés-pour-compte.

- La Nouvelle Calédonie ou les « pieds nickelés de l'impérialisme français ». L'histoire d'une colonie française qui se conjugue avec elle d'un minéral et métal stratégique : le Nickel.

- et surtout un tableau de bord des nouvelles présidentielles » une nouvelle échéance politique vient marquer le débat économique : débat économique ou partie de ping-pong ?

L'économie en questions analyse les tarifs particulièrement élevés du « bon choix » et se pose la question : « à gauche que propose-t-on ? Autogestion ? Compétitivité ? Autogestion et compétitivité ?

Une revue qui demande que l'on y regarde d'un peu plus près et qui mérite qu'on le fasse avec elle.

L'Economie en Questions
6 rue Melingue
75019 Paris

Le numéro : 10 F
L'abonnement : 38 F



RENNES

VIII^e Festival des Arts Traditionnels

« Pour que tombent les barrières »



Photo DR

Débauche de costumes et d'instruments, de couleurs et de vie, la huitième édition du Festival des Arts Traditionnels a dors et déjà tenu ses promesses. Pourtant, cette année, c'est une sorte de sursis que s'est octroyé la Maison de la Culture de Rennes (qui organise cette manifestation unique en France) en décidant de poursuivre l'expérience.

En effet, la précédente édition devait être la dernière. Le directeur de la Maison de la Culture, Chérif Khaznadar, s'ex-

Cela a commencé sur des charpeaux de roue avec les maîtres-tambours du Burundi qui ont toutefois souffert, plus encore que les autres, d'un cadre inadéquat. Mais on leur sera gré de nous avoir donné le rythme du festival où il faut courir vite si l'on veut tout voir. Ouverte dans le fracas, cette première journée s'est terminée dans l'intimité avec le barde Kurde Temo. Réfugié politique depuis plusieurs années, ce musicien exprime désormais sa révolte en perpétuant la tradition de son peuple.

Mais cette première partie du festival, si l'on excepte les « *derives tourneurs* » (Turquie) qui étaient sur toutes les affiches mais n'ont jamais tourné, présentait deux attractions particulièrement originales : les chanteurs diphoniques de Mongolie et les pleureuses de Finlande. Les premiers émettent deux voix, produites en même temps à un niveau différent ; les secondes unissent chants et pleurs en une même lamentation.

Sans doute plus abordable, mais aussi plus varié, le spectacle donné par l'ensemble populaire de Hongrie a été vraiment exceptionnel. Le mérite de cette troupe est d'avoir su adapter des chorégraphies modernes sur des thèmes, des costumes traditionnels. Mélodie et



Photo DR

humour, nostalgie et sourires se sont succédés sans interruption au cours de deux heures vivifiantes.

On ne peut passer en revue toutes les manifestations de ce festival, mais toujours est-il que le nombre et la qualité ne font pas défaut. Par contre, on pourra reprocher un manque certain d'homogénéité. Il y a effectivement d'un côté les spectacles qui ont trait à la culture musulmane, thème central proposé cette année (et pour cause), et d'un autre, tout le reste, péle-mêle. Mais il ne faut

pas faire la fine bouche : chacun doit y trouver son compte.

Par contre, il faut insister sur le public touché par ce festival. Bien plus qu'une manifestation populaire, il s'agit d'un lieu de rencontre, carrefour de personnalités du monde artistique. De même, vous aurez compris que les Rennais présents ne font pas partie des couches les moins favorisées. Même les étudiants se font rares, quant aux travailleurs immigrés, ils sont pratiquement inexistantes. Pourtant des places à coût réduit leur étaient réservées,

plique : « *le festival a joué son rôle ... il pouvait donc tranquillement disparaître* ». Mais il poursuit : « *A coups de bulldozers, la bête immonde s'est réveillée ... Aujourd'hui plus que jamais, le festival a sa nécessité d'être* ». Un peu plus loin, il évoquera sans le nommer, le projet de construction d'un centre culturel islamique qui avait soulevé des querelles partisans au sein de la population rennaise. C'est pourquoi il veut faire de ce festival « *un cri contre le racisme* ». Reste à souhaiter qu'il soit entendu.

mais combien l'auront su ?

Bien sûr, faire venir des gens du monde entier entraîne des dépenses énormes. Mais peut-être alors faudrait-il programmer moins de spectacles, proposer des tarifs forfaitaires... Le débat reste ouvert. Mais dans ses structures actuelles, le festival apparaît tout à fait dénaturé, par rapport à son objectif initial.

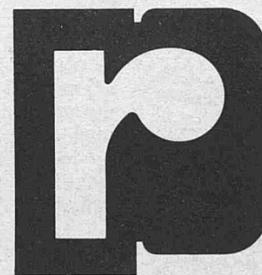
Au cœur de la Maison de la Culture, c'est toute une société cosmopolite qui s'anime du midi au soir. À la cafétaria (où sont servis des plats d'ori-

gine étrangère) de nouvelles relations s'établissent où la différence devient objet de rencontre, d'échanges. Dans les diverses salles, les troupes viennent s'applaudir les unes les autres, découvrant d'autres cultures, d'autres vibrations. Autant d'arts de vivre. Avec la musique et la danse, les barrières de langue sont tombées.

Par contre, au troisième étage de la même Maison, elles subsistent encore : sur écran géant, les résultats du premier tour des présidentielles y sont donnés.

Alain Bichon

(Publicité)



paco rabanne

7 rue du Cherche-Midi - PARIS 75006 (Femmes)
30 boulevard des Italiens PARIS 75009 - (Hommes)



VERS 11h DU MAT. ALI DEBARQUE CHEZ SON AMI D'ENFANCE ET CAMARADE DE COMBAT (SIC) LE COLONEL-PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ETC... ETC... DE L'ALIMI.

MAIS TUES FOU OU QUOI ALI? QU'EST CE QUI TE PREND? TU DERAILLE! LACHE CETTE ARME IMMEDIATEMENT! C'EST UN ORDRE!

ECOUTE-MOI BIEN VIEUX CON! YA QUE MOI QUI DONNE DES ORDRES QUOI QUE JE DETESTE CELA! TU DOIS ABDIQUER DANS L'IMMEDIAT ET SURTOUT NE SOIT PAS TROP BAVARD! ORDONNE LA LIBERATION DE TAFFAY EN PRESENTANT TES EXCUSES. PEOPLE! TU VOIS JE SUIS SENTIMENTAL CE SOIR! PREND UNE ANTENNE RADIO T'AURAS BEAUCOUP D'ECOUTE EN PERIODE DU RAMADAN!

MAIS! TU ES DEFONCE MA PAROLE! TU PREND CES SALOPERIES AMERICAINES!

POUR LE RESTE ON VERRA PLUS TARD! OK!..



... هنا راديو العالميا ومنعا يحدثكم الاخ الجلازي القومي ...
... LE COLONEL K... DENNE SA DEMISSION CETTE NUIT MEME EN RECONNAISSANT LES ERREURS QU'IL A COMMISES DURANT SON REGNE! LE MINISTRE DE LA DEFENSE LE COLONEL ALI...

L'ALIMI EST UN PAYS DEMOCRATIQUE ET LIBERAL. LES PRISONNIERS POLITIQUES ONT DROIT A UN CERTAIN CONFORT... LE QUOTIDIEN NATIONAL ECRIT PARLE ET TELEVISE... (PARANO GARANTIE)

... FAIT UN APPEL AU CALME... TOUT LES DETENUS...

... POLITIQUES SERONT AMNISTIES! ENCORE UNE FOIS LE COLONEL ALI FAIT UN APPEL AU CALME! PROCHAINES INFOS. DEMAIN 6h...

TOUTES RESSEMBLANCES AVEC DES FAITS OU DES PERSONNAGES EXISTANTS EST UNE FACHEUSE COINCIDENCE.

(A SUIVRE)

agenda

PARIS

VENDREDI 9 MAI

Jean Yves Legagne, chanteur auteur interprète folk baroque, au Centre d'Art Celtique Jean Moign, 4 rue Constance (18^e) Si vous vous emmerdez et si vous aimez balancer votre corps sur le rock, n'hésitez pas, allez au Golf Drouot, vous entendrez le groupe « rockin sixteen »

A la Maison des Travailleurs immigrés de 14 h à 17 h : journée de formation « procédure de regroupement familial et pratiques actuelles »

Albert Marcoeur au Palais des Glaces absent des scènes de la capitale depuis 2 ans, Albert y revient enfin avec un nouveau spectacle avec encore plus de musique ! 8 musiciens, une foule d'instruments, des nouvelles compositions avec des trouvailles toutes les 10 secondes ; un spectacle où la lumière font partie du délire musical.

Là, au chaud des projecteurs, au plu fond des sillons, ils se telescopent, s'entrechoquent, se racontent. De la banalité, du quotidien, A. Marcoeur extrapole une musique étrange, complexe et attachante.

Palais des Glaces, 37 rue du Faubourg du Temple 75010

Projection du film « Sutozar Marcovic » de Edward Gulic. Sutozar Markovic, un homme qui eut une influence capitale sur les événements politiques et économiques de son temps. Salle du musée des arts décoratifs, 109 rue de Rivoli, 75001 Paris, entrée libre.

Une heure de « jolies Folies » show rock Do vap - Claquettes avec Christian et Roger au théâtre noir. 20 rue des Cendriers. à 20h30

Magma à Bobino, 20 rue de la Gaité, Paris 14

Une lumière verte éclaire la scène par derrière, la silhouette de Christian Vander se glisse à la batterie qui commence à chanter et à gronder. Les musiciens rentrent sur scène et l'on annonce le départ du voyage sur la planète Magma. Et quel voyage ! Accrochez-vous bien, ça va secouer.

Magma, c'est depuis dix ans l'univers musical le plus étonnant et le plus original de notre pays.

Paradoxe de la France : nous possédons un groupe qui fait hurler au génie les américains eux-mêmes.

Pour beaucoup, cela sera un choc, mais un choc salutaire. Décidément oui, il faut aller découvrir la planète Magma.

Edja Kungali « african roots » concert avec invitation à la danse Au Jazz unité « les quatre temps », parvis de la défense.

Grands maitres de la musique indienne au Théâtre de la ville, à 18heure.

Le CAIS organise une pena (soirée musicale où l'on trouve de lats typiques argentins) avec la participation de Panchito Cabral, Ada Mattos (tango), Groupe Adelante, Philippe et Nicole et Anne, pour ramasser des fonds pour la campagne en faveur des détenus disparus et des enfants disparus en Argentine. Cette manifestation culturelle aura lieu dans nos locaux d: 1 rue Montmartre, 75001 Paris (M^o Les Halles ou Etienne Marcel) à partir de 20h.

DIMANCHE 10 MAI

Un magicien des percussions et de la danse porteur des sons et des rythmes de tout le continent Africain... Guem au théâtre Noir à 17 h.

MARDI 12 MAI

Bonga compositeur et interprète angolais, il chantera jusqu'au 15 mai à 20h30 au Théâtre Noir.

JEUDI 14 MAI

Centre Culturel du Marais 26 rue des Francs Bourgeois 75004 Paris. à 18 h. Invitation à une rencontre entre Hassan Massoudy (la ligne écrite), Fawzi Al Aedy (la ligne musicale) et Guy Jacquet (la poésie), à l'occasion de la parution du livre « Calligraphie Arabe vivante » aux éditions Flammarion.

Au Centre Culturel yougoslave, soirée poétique sur le poète Branko Milikovic à 20h30

Branko est une figure poétique exceptionnelle qui nous a malheureusement quittés à l'âge de 27 ans. Cependant, son oeuvre poétique reste comme une valeur éternelle dans l'histoire de la littérature yougoslave.

Une occasion d'apprécier la beauté de cette poésie.

BANLIEUE

MANTES LA JOLIE

Samedi 9 mai à 16 heures, salle de l'Agora, boulevard du Maréchal Juin. Journée d'information pour protester contre les expulsions de jeunes « immigrés ». Le MRAP de Mantes organise une réunion publique à laquelle participeront notamment un membre du syndicat de la magistrature et un membre du bureau national du MRAP.

Le 14 mai, orchestre de Count Basie, festival de jazz dans la ville.

NANTERRE

Expositions au centre culturel

DU 5 AU 16 :

Les 99 miniatures des Magamats de Hariri par Alwassiti

Le 5 à partir de 18 h : Point rencontre avec la participation de Hassan Massoudy

MEUDON

Au Centre Culturel le 15 mai à 21 heures, Jack Treese et David Mc Neil

GENEVILLIERS

A la Maison des Jeunes et de la Culture des Agnettes, journée de fêtes et d'information sur l'immigration le 9 mai. Vous pourrez voir le spectacle de Habib « ça va ça va très bien ». Débat montage vidéo sur la cohabitation ou l'assimilation...

VILLENEUVE LE ROI

La troupe Nedjma présente son new spectacle « Barka ou la vie Parisienne » à 17heures le 16 mai à la Salle des Fêtes

Champigny sur Seine, 3 rue du docteur Charcot, au soleil dans la tête, le 16 MAI à 20h30; LA TROUPE Nedjma présente « Barka ou la vie parisienne »

PROVINCE

AIX EN PROVENCE

Samedi 9 mai à la M.J.C. Bellegarde, bal antillais à 21 h. Le 12 mai au même endroit à 20 h30, Brazoil, musique brésilienne. Le 15 mai, Macando, musique andine, à 20h30.

ST HERBLAIN

Samedi 9 mai à la Maison des Jeunes du Jamet à 20 h : débat avec l'écrivain Mohamed Dhelid (« med Dhelid (« l'Exil kabyle ») à 21 h, spectacle avec le groupe Imazijan Imula ».

CHOLET

A la Maison de quartier Laurent Bonneval av. Kennedy mercredi 13 mai le groupe khamsa présente : ateliers de création d'instruments de musique.

Samedi 16 mai à 21 h : trio Fawzi Al Aedy

A l'Olympia à 20heures et 22 heures 30 : Ray Charles (le 11 mai)

Fan Siao Ping (piano) à 20h30 au Théâtre Saint-Georges (le 11 mai)

Atahualpa Yupanqui à 20h30 au Théâtre petit forum (12 mai 6 juin)

LA ROCHELLE

Jef Gibson et son orchestre (jazz) le 15 mai à la Maison de la Culture

VILLEPREUX

Au Centre d'animation culturelle le 9 mai à 21 heures : Zaka percussions

VILLENEUVE D'ASQ

A la Rose des Vents le 13 mai à 21 heures, Max Roach Quartet

AVIGNON

Récital Léo Ferré au Théâtre du Chêne noir à 20h30

TARBES

John Lee Hooker, sous le chapiteau du parvis à 21 h.

DOUAI

Le workshop de Lyon Misha Mengelba octet à la Maison de la Culture, le 15 mai.

ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES

CONTACTS

Jeune algérien âgé de 23 ans souhaite correspondre avec jeunes filles émigrées âgées de 16 à 22 ans, aimant la nature, les voyages, le sport. Ecrire à M. Menaoudi Malek - Ecoira - Tichi - BP 62 - Wilaya de Bejaia

Jeune algérien âgé de 29 ans souhaite correspondre avec jeunes filles émigrées et françaises aimant les voyages, la nature, la musique. Ecrire à M. Dris Bacha Mohamed 13, rue Branly - Rainsville - Wilaya de Mostaganem (Algérie)

Jeune étudiant de 20 ans désire correspondre avec jeunes gens et jeunes filles aimant la musique, le sport, voyages. Ecrire à M. Taroudjit Hamou - Poste de Tichi-Wilaya de Bejaia (Algérie).

Jeune lycéen âgé de 18 ans souhaite correspondre avec jeunes gens de tous pays âgés de 16 ans à 20 ans. Ecrire à M. Delci Arezki - Cité universitaire Hasnaoua - BP 67 A 32 - Wilaya de Tizi Ouzou (Algérie).

M. Mechamache Tayeb, 186 quai de Stangrad - 92130 Issy les Moulineaux souhaite correspondre avec jeunes filles de tous pays.

Jeune lycéen âgé de 21 ans, souhaite correspondre avec jeunes gens et jeunes filles de tous pays aimant la danse, musique, sport. Ecrire à M. Chellat Abdelhafid - Chez Ziane Arezki - Cafetier à El Kseur - Wilaya de Bejaia (Algérie).

Jeune algérien âgé de 23 ans, souhaite correspondre avec jeunes gens et jeunes filles de tous pays aimant le sport, les voyages, la musique. Ecrire à M. Lasfer Belaid - Taguemoute Oukerrouche 15 109 - Wilaya de Tizi Ouzou (Algérie).

Jeune étudiant âgé de 17 ans, souhaite correspondre avec jeunes filles émigrées âgées de 15 à 18 ans. Ecrire à M. Lasfer Belaid - Taguemount - Jeune étudiant âgé de 17 ans, souhaite correspondre avec jeunes filles émigrées âgées de 15 à 18 ans. Ecrire à M. Berkaki Abdellouhab - Cité des 300 Logements - Bt Ci n° 7 - Quartier Ihaddaden - Wilaya de Bejaia (algérie).

Jeune algérien âgé de 22 ans, désire correspondre avec jeunes filles de tous pays parlant français. Ecrire à M. Boumaaza Houari - BP 166 - Saïda (Algérie).

Jeune Algérien désire correspondre avec jeunes filles âgées de 16 à 20 ans, aimant les voyages et la musique. Ecrire à M. Belkhenchir Abdelkader - INH DRC - Boumerdès

MESSAGES

Détresse. Cherche correspondant(e) tous âges, un rayon de soleil au sein de ma détresse, peut boire : afin de briser ma solitude et la monotonie cruelle de ces jours sans fin réponse assurée à toutes et à tous. M. Benyettou Kader, n°104 705 D1 G2 49, 7 avenue des Peupliers, 91705 Fleury-Mérogis.

Toute personne susceptible de fournir des renseignements concernant M. Benchehida Abdelkader et la famille Medjdouba vivant en France est priée de contacter M. Medjdouba Kaddour - village d'El H'Madna - Wilaya de Mostaganem (Algérie).

Algérien âge de 34 ans : auteur compositeur possède de nombreuses chansons inédites. Souhaiterait m'occuper d'un chanteur ou d'une chanteuse. Aimerais également correspondre avec des jeunes filles.

Arazki BP 688 75 425 Paris Cédex 09

Jeune fille algérienne Fetki Fatma (20 ans) cherche une jeune fille maghrébienne pour partager chambre (piaule) écrire au journal qui transmettra ou tél. au 209 24 89

jeune algérien souhaite correspondre avec jeunes filles et jeunes hommes de tous pays aimant la musique, voyages. Ecrire à M. Benseddik Abderrahmane - Poste Ichoukrène - Commune de Draa El Mizan - Wilaya de tizi Ouzou (Algérie).

Jeune immigré qui aime les grèves de la faim, souhaite changer d'air après celle de Lyon. Ecrire à Kamel, à Sans Frontière, qui transmettra, toutes propositions d'accueil et pas beaucoup de débats.

Jeune fille immigrée recherche « bon musulman » pour le présenter aux parents. Mariage blanc, en vue de prendre ma liberté. Ecrire Aïcha BP 142 Paris 13

Jeune, ni baba cool, ni immigré, désire rencontrer d'autres jeunes, dans ce cas, rendez-vous à Beau-bourg, le samedi qui suit la sortie de Sans Frontière à la main, en face de la librairie. Farid

Après avoir lu les journaux des pays (Afrique, etc) que vous recevez, ne les jetez pas, envoyez les à Sans Frontière, service archives ... Merci d'avance.

Avis aux photographes, amateur ou pas et que vous avez des photos, envoyez en une copie à Sans Frontière qui les publiera.

On prépare un concours d'été « jeunes immigrés » ou « familles immigrées » peut-être un voyage gratuit dans un pays du Maghreb pour les gagnants, selon les possibilités. Si vous avez des idées de jeux intéressants et originaux, envoyez-les à l'intention de Momo.

Ourda de Lyon. Si tu veux venir à Paris, pas de problème pour le logement. Viens pour le 16 mai au gala. Téléphones-moi ou écris-moi. Momo.

Mère célibataire, cherche urgent travail parce que je ne dispose plus de moyens pour moi et mon enfant. Je cherche n'importe quoi, ménages, gardes d'enfants, serveuse dans restaurant, etc... Contacter le journal qui transmettra. Je vous remercie.

Sans Frontière à la recherche de machines à écrire pas chères. Contacter Mustapha à Sans Frontière.

Annonces gratuites

Cherche piaule ... stop ... cherche copine ... stop ... cherche ... contacts...
... stop ... vends, échange ... stop ...

Tout cela est possible avec les annonces Sans Frontière et elles sont gratuites ... Merci ... Stop ...

Sans Frontière - 33 bd Saint-Martin
75003 Paris

D'ici et d'ailleurs

En se rasant, il avait encore remarqué que sa calvitie gagnait du terrain et que sa couronne de cheveux se faisait plus grise, mais il lui restait cet air décidé et son grand nez qu'il n'aimait guère, enfin il attirait l'attention sur ses yeux marrons doux et vifs à la fois ... en rejetant ses épaules en arrière il étira son cou, un regard complaisant lui renvoya la silhouette athlétique d'un homme d'âge mûr, mais bien conservé. Ses efforts avaient porté leurs fruits, il lui était souvent difficile de maintenir la fréquence de ses séances d'entraînement au stade avec cet ancien collègue, mais la compétence et l'enthousiasme de son professeur lui avaient donné l'impulsion nécessaire pour persévérer et chaque fois qu'il se regardait dans la glace, il avait pour lui une immense gratitude. Il lui aurait été souvent plus facile d'annuler son cours matinal pour mieux préparer une interview, une réunion ou un Conseil, mais se sentir en possession de son corps lui aiguillait l'esprit. Il le sentait bien quand en arrivant au bureau, il croisait des collaborateurs épaissis et alourdis ... Il faudrait réellement développer les sports et créer une tradition solide : cela faisait partie de ses projets pour l'avenir.

Au grand croisement de l'Avenue, la voiture ralentit, sans doute un réflexe du chauffeur, car les motards qui ouvraient la route n'avaient pas changé d'allure. Il repoussa les journaux et fut agréablement surpris du soleil qui naissait derrière un gros nuage noir encore tout gonflé de pluie, au fond de l'immense pelouse qui bordait l'artère, l'horizon lui apparut doré et l'oblique de la lumière s'y accrochait avec netteté : un bout de ciel lavé, clair et délicatement teinté de rose et de turquoise lui fit oublier le sévère cuir noir de son siège. Il se sentit comme rajeuni. Et puis, sans qu'il put se l'expliquer, une envie de respirer l'air frais de l'extérieur l'envahit, il se sentait comme irrésistiblement attiré dehors.

Il y avait bien devant lui cette police rutilante et motorisée qui faisait l'admiration des gamins dans les campagnes et aussi derrière les silencieuses conduites intérieures à l'écusson doré porteur de l'emblème national et aussi les fonctionnaires qui n'attendaient que sa sortie de voiture pour l'entourer ... trop l'entourer même. Ils commençaient pour certains à avoir des allures de courtisans qui l'agaçaient.

Il eut soudain l'irrépressible désir de leur fausser compagnie.

Il connaissait bien le quartier, dans sa jeunesse il avait été maire de la localité. Il se demandait encore comment personne ne s'était aperçu de sa fuite : beaucoup de gens tout à coup à ce carrefour, un service d'ordre débordé et il s'était retrouvé un peu essoufflé dans les hautes herbes, qui précédaient un magnifique bouquet d'arbres centenaires. Celui-ci bordait justement l'enceinte de l'établissement qu'il devait visiter. Il y allait donc ! Pourquoi pas ce chemin détourné !!

Réflexe, il passa la main dans ses cheveux, sur son crâne serait plus juste, rajusta sa veste, étendit ses jambes pour remettre en place le pli de son pantalon de flanelle grise fi-

Confortablement installé au fond de sa B.M.W. noire, tous rideaux tirés, il feuilletait tranquillement les journaux du matin. A cette heure de la matinée, les rues étaient calmes, tout le pays était au travail et la satisfaction du devoir accompli lui procurait une sorte de joie, un peu d'orgueil bien sûr. Il avait la situation en main. Tout à l'heure cependant, il avait ressenti un petit pincement au coeur : « commémoration de la mort du leader syndicaliste » le passé certes, mais il remue parfois le présent.

Le froid et la pluie devaient l'avoir mis de méchante humeur pour que des remises en question de sa ligne de conduite parviennent ainsi à l'empêcher de voir clairement le programme de la journée se dérouler devant lui.



nement rayée. Son costume, bien coupé, lui conférait la mise sérieuse qu'il se devait d'avoir, mais sans dissimuler complètement que c'était un homme actif et qu'il entendait le rester.

Quelques mètres encore d'un pas vif, il se retourna pour savoir si vraiment il avait réussi cette échappée sans avoir été remarqué - ça tenait du miracle - il faudrait par la suite tirer cette affaire là au clair, c'était facile ... et si on avait voulu l'éliminer ? Il prendrait des sanctions.

Voilà donc ce fameux mur ! Depuis tout ce temps, il n'avait pas changé, toujours assailli d'orties avec ce petit sentier en terre battue emprunté par ceux qui sautent régulièrement par la brèche, on arrive en grim pant sur un tas de grosses pierres de taille ... lui aussi quand il était jeune étudiant il avait connu bien des murs qui n'avaient rien d'infranchissables pour ceux qu'ils étaient censés enfermer ... Une promenade à pied solitaire, un petit café, une sortie plus osée pour aller au cinéma, tout cela n'a pas beaucoup changé au fond se dit-il ... Ne serait-ce pas plus raisonnable de n'en point construire, la sécurité bien sûr, mais contre qui les protègent-on ? Il faudra mettre cette idée à l'étude, elle permettrait bien des économies au pays et peut-être même davantage, une nouvelle orientation ...

Quand il eut exécuté avec agilité son dernier saut, il se retrouva sur le terrain de jeux, c'était bien là qu'il pensait arriver.

Il savait, pour avoir entendu leurs cris, que les élèves étaient nombreux, mais y trouver une telle densité la surprit au point qu'il s'arrêta stupéfait. Il n'avait encore pu vraiment distinguer les équipes de volley-ball de celles de hand-ball, ni celles du foot, ni se rendre compte si c'étaient les filles

ou les garçons qui jouaient à l'un ou l'autre jeu.

Une bousculade incroyable, des cris, des ballons en tous sens ...

- Hé, les gars ! Y a un type près du mur ! Tu le connais toi ?

- Y r'semble à un gars qu'on voit souvent à la télé !

- Tu crois ? C'est l' nouveau prof de gym !

- T'as vu comment il est fringué ? C'est plutôt le nouveau surveillant !

- L'est dingue c' lui-là, vlà qui joue au foot !

- C'est pt'être un parent d'élève ?

Idiot, t'en connais beaucoup qui jouent avec leur gosse ? Au lycée en plus ?

Amène toi, on va le dribbler !

Allez, choute ! Mais c'est qui s'défend bien ! Ah c'est vachement marquant, un vieux qui vient taper l'ballon avec nous ! A toi ! C'coup là il est foutu, non ? Il lobbe ! Extra le mec, c'est un champion !

- Eh ! l'prof de gym qu'a rien vu !! Eh les gars, c'est pt'être l'inspecteur de gym ?!

- T'as déjà vu l'inspecteur rentrer par c'mur là, toi ?

La partie était tellement vive, qu'il fut comme avalé par les élèves et sa manière spontanée de renvoyer le premier ballon reçu sans aucun air réprobateur, mais bien plutôt avec la précision dans le geste d'un technicien éprouvé, l'avait fait adopter par la foule des gamins qui n'en étaient pas à une bizarrerie près ! Parfois, des surveillants se mêlaient aux jeux, tandis que leurs professeurs ne les entraînaient que de loin et d'un oeil à peine, bien plus occupés à bichonner leurs autos fraîchement achetées qu'ils garaient près du terrain ... qu'à suivre leurs évolutions.

De plus, se joindre à cette foule de jeunes sur un terrain pierreux et plein de trous, de flaques d'eau en cette saison, n'avait rien de très réjouissant ! Ces conditions avaient vraiment de quoi décourager les plus convaincus et les plus dévoués ... Ils avaient bien protesté au début en expliquant que dans ces conditions ils n'obtiendraient pas les résultats qu'on pouvait attendre d'eux, qu'il serait urgent de construire des vestiaires, que de se déshabiller sous les lauriers roses était assez pénible l'hiver ...

On leur avait bien accordé une ancienne arrière-cuisine de l'internat, mais elle s'était vite transformée en dépotoir et comme elle se situait juste à côté des poubelles régulièrement envahies de chats aux allures inquiétantes, les élèves refusaient de l'utiliser. Et puis cette pièce remplaçait parfois les cabinets, alors ce n'était pas seulement de la mauvaise volonté ...

- les enfants ! Où est le robinet ? Vous m'avez fait bien courir et beaucoup transpirer, il faut que je me refasse une beauté !

- L' robinet M'sieur, l'est là, y a pas d'eau vous savez, même l'tuyau : s'est débiné !

- Et là il ne fait rien exagérer ! Attention au ballon il y a une fenêtre juste derrière ...

- Ça fait rien M'sieur, y a longtemps qu'y a pu d'carreaux !

Du sang froid, ça oui, il en avait ... Quelques pas, une respiration rapidement maîtrisée, ses gestes-réflexes, pour mettre de l'ordre dans sa tenue et il avait attaqué l'allée centrale juste au moment où à l'autre extrémité, sa voiture venait de s'immobiliser.

Le gravier régulier et bien ratissé crissait sous ses semelles de cuir. Près des arbres touffus, vraisemblablement de faux-poivriers fort vieux, de petits bacs à fleurs étaient alignés, fraîchement blanchis et fort pimpants avec leur couche de terreau fin, ils exhibaient quelques plantes encore malin-gres qui essayaient d'avoir un air de fête.

Sur sa gauche, la grande cour de récréation goudronnée lui fit une drôle d'impression ... Il fut surpris d'y découvrir un cimetière, était-ce cet air de fantaisie qui l'avait envahi ce matin ? Non il ne rêvait pas, une grille en fer forgé, neuve de toute évidence, haute d'un mètre environ formait un grand rectangle autour de quelques canas, de touffes irrégulières d'un gazon agonisant et de géraniums eux non plus pas très reluisants : cela ressemblait vraiment à ces cimetières du Sud de l'Europe, oui, à s'y méprendre, puisque lui même s'y était laissé abuser -était-ce là l'enclos prévu pour les roses qui faisaient la renommée de la localité ? Ou plutôt les modernisations dont on lui avait parlé !?

Il se trompait sans doute, mais ce matin tout était si bizarre, si étrange qu'il fut bien mal à l'aise d'entendre une voix monter du fond de lui-même s'adressant au premier homme sérieux qu'il rencontrait depuis le mur :

- Monsieur le Proviseur, le Gouvernement vous félicite pour les travaux d'embellissement de votre établissement.

Evelyne Chamari - Décembre 80